



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 21 juillet 1956

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, July 21st, 1956

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1956.

Québec, le 14 juin 1956.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

42676-26-9-o

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1956.

Quebec, June 14th, 1956.

RÉDEMPTI PARADIS,

Queen's Printer.

42676-26-9-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa as second class mailable matter

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502-1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502-1-52

Lettres patentes

(P.G. 11778-56)

Admiral Fur Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation: John L. Liberman, Moses Moscovitch et Irving L. Adessky, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de fourrures et accessoires, sous le nom de "Admiral

Letters Patent

(A.G. 11778-56)

Admiral Fur Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1956, incorporating: John L. Liberman, Moses Moscovitch and Irving L. Adessky, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs and accessories, under the name of "Admiral Fur Co.", with

Fur Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assitant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11694-56)

Alkon Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1956, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, de Westmount, Sydney Phillips, avocat, Rose-Marie Bourgoing, Tessy Frankel, sténographes, filles majeures, de Montréal, et Rita Wise, sténographe, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Alkon Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1956.

L'Assitant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11687-56)

Alouette Lingerie Shops Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1956, constituant en corporation: Moses Burak, marchand, Sara Burak, marchande publique, épouse séparée de biens dudit Moses Burak et dûment autorisée par ce dernier et Philip Shrague Garonce, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, articles en cuir et agir comme confectionneurs en général, sous le nom de "Alouette Lingerie Shops Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1956.

L'Assitant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11696-56)

Arbec Construction & Campbell Brothers & Thompson Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1956, constituant en corporation: J.-Gaston Girard, entrepreneur, Jules Landry, avocat, C.R., d'Arvida et Micheline Pedneault, secrétaire, fille majeure, de Chicoutimi, pour les objets suivants:

a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of the par value of \$100 each and into 250 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11694-56)

Alkon Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1956, incorporating: John J. Wasserman, advocate, of Westmount, Sydney Phillips, advocate, Rose-Marie Bourgoing, Tessy Frankel, stenographers, spinster of the full age of majority, of Montreal, and Rita Wise, stenographer, spinster of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Alkon Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of the par value of \$100 each and into 350 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11687-56)

Alouette Lingerie Shops Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1956, incorporating: Moses Burak, merchant, Sara Burak, public merchant, wife separate as to property of the said Moses Burak, and duly authorized by him, and Philip Shrague Garonce, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, leather goods and general outfitters, under the name of "Alouette Lingerie Shops Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11696-56)

Arbec Construction & Campbell Brothers & Thompson Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1956, incorporating: J.-Gaston Girard, contractor, Jules Landry, advocate, Q.C., of Arvida, and Micheline Pedneault, secretary, spinster, of Chicoutimi, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Arbec Construction & Campbell Brothers & Thompson Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11511-56)

Belmar Department Stores Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation: Hymen Jamensky, Arthur Fagan et Irving Jamensky, marchands, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour dames et enfants fournis par les magasins à rayons, sous le nom de "Belmar Department Stores Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6069 boulevard Monk, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11887-56)

Bel-Vadir Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1956, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Cyril E. Schwisberg, avocat, Anne Zifkin et Sonya Schneyer, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Bel-Vadir Realty Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2024 rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11668-56)

Bersis Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation: Bernard Léveillé, Jean-Louis Voisine et Martin Girard, tous comptables, d'Alma, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de transport et de construction, sous le nom de "Bersis Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

To carry on business as a construction company, under the name of "Arbec Construction & Campbell Brothers & Thompson Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and into 900 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney-General, this twenty-eighth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11511-56)

Belmar Department Stores Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1956, incorporating: Hymen Jamensky, Athur Fagan and Irving Jamensky, merchants, of Montreal, for the following purposes:

To deal in ladies and children's wear handled in Department Stores, under the name of "Belmar Department Stores Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6069 Monk Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11887-56)

Bel-Vadir Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1956, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Cyril E. Schwisberg, advocate, Anne Zifkin and Sonya Schneyer, secretaries, spinsters, of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Bel-Vadir Realty Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2024 Peel street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11668-56)

Bersis Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1956, incorporating: Bernard Léveillé, Jean-Louis Voisine, and Martin Girard, all accountants, of Alma, for the following purposes:

To carry on the operations of a transportation and building company under the name of "Bersis Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Baie Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11691-56)

Birn's Textile Import Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1956, constituant en corporation: Michael Birnbaum, Emil Rooz, marchands et Regina Birnbaum, ménagère, et dûment autorisée par son mari Michael Birnbaum, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toile, textiles et accessoires, sous le nom de "Birn's Textile Import Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11963-56)

Border Community T. V. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1956, constituant en corporation: Camille Messara, avocat, Yolande Roy, secrétaire et André Trottier, comptable agréé, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter des postes de réception et de transmission de signaux de télévision devant être diffusés par câble, sous le nom de "Border Community T.V. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions de \$40 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rock Island, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11671-56)

Boulangerie Grenier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1956, constituant en corporation: Hector Grenier, Fernand Grenier, boulangers, de Dolbeau, et Stanislas Gauthier, comptable, de Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boulanger et de confiseur, sous le nom de "Boulangerie Grenier Ltée", avec un capital total de \$49,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 240 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Baie Comeau, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11691-56)

Birn's Textile Import Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1956, incorporating: Michael Birnbaum, Emil Rooz, merchants, and Regina Birnbaum, housewife, and duly authorized by her husband Michael Birnbaum, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in linen and textiles and accessories, under the name of "Birn's Textile Import Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11963-56)

Border Community T. V. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1956, incorporating: Camille Messara, lawyer, Yolande Roy, secretary, and André Trottier, chartered accountant, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To acquire and operate television signals receiving and transmitting stations to be distributed by cable, under the name of "Border Community T.V. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 shares of \$40 each.

The head office of the company will be at Rock Island, judicial district of St-François.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11671-56)

Boulangerie Grenier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June 1956 incorporating: Hector Grenier, Fernand Grenier, bakers, of Dolbeau, and Stanislas Gauthier, accountant, of Jonquière, for the following purposes:

To carry on a business as baker and confectioner, under the name of "Boulangerie Grenier Ltée", with a total capital stock of \$49,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 240 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11609-56)

Camille Boutin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1956, constituant en corporation: G.-Albert Gauthier, Joseph-Gérard Aubert, constructeurs, Camille Boutin, financier, de Montréal, et Yves Cossette, administrateur, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de fournisseurs de matériaux et d'équipement de construction, sous le nom de "Camille Boutin Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 333, rue Craig, est, suite 209, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(A.G. 11609-56)

Camille Boutin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1956, incorporating: G. Albert Gauthier, Joseph Gérard Aubert, builders, Camille Boutin, financier, of Montreal, and Yves Cossette, executive, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of and deal as suppliers of building materials and equipment, under the name of "Camille Boutin Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 333 Craig street, East, suite 209, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11617-56)

Carl Bock & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1956, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, avocat et conseil en loi de la Reine, Kenneth Hunter Wilson, avocat et Helen Hague, gérante de bureau, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de "Carl Bock & Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(A.G. 11617-56)

Carl Bock & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1956, incorporating: Kenneth Albert Wilson, advocate and Queen's Counsel, Kenneth Hunter Wilson, advocate, and Helen Hague, office manager, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Carl Bock & Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11614-56)

Casa Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1956, constituant en corporation: Albert Malouf, Peter Shorteno, avocats, de Ville Mont-Royal, et John Ciaccia, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Casa Club Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 505 est, rue Jean Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(A.G. 11614-56)

Casa Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1956, incorporating: Albert Malouf, Peter Shorteno, advocates, of the town of Mount Royal, and John Ciaccia, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Casa Club Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 505 Jean Talon St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11797-56)

Casual Miss Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 11797-56)

Casual Miss Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1956, constituant en corporation: Alfred Zimmerman, avocat, Max Goldman, notaire, tous deux de Montréal, et William Sanville Aaron, étudiant en droit, de Ville St-Laurent, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements sport et articles vestimentaires pour enfants et adolescents sous le nom de "Casual Miss Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 13476-56)

Centre d'Achat Forest, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mai 1956, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jonathan J. Robinson, avocat, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Ériger et administrer une place marchande en la ville de Montréal-Nord, sous le nom de "Centre d'Achat Forest, Limitée", avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur au pair et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11714-56)

Chester Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1956, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, de Ville Mont-Royal, Solomon Weber, C.R., avocat, d'Outremont, et Joseph Caplan, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriqués en entier ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues périodiques, travaux artistiques, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "Chester Sales Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 10827-56)

Chevaliers de Champlain

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1956, incorporating: Alfred Zimmerman, advocate, Max Goldman, notary, both of Montreal, and William Sanville Aaron, student-at-law, of Ville St. Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in children's and teen agers' sportswear and wearing apparel, under the name of "Casual Miss Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13476-55)

Centre d'Achat Forest, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1956, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jonathan J. Robinson, advocate, Ethel Yussem, secretary, spinster, both of Montreal for the following purposes:

To erect and administer a shopping centre in the town of Montreal North, under the name of "Centre d'Achat Forest, Limitée", with a capital divided into 500 common shares of no par value and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11714-56)

Chester Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1956, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, of the town of Mount Royal, Solomon Weber, Q.C., advocate, of Outremont, and Joseph Caplan, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Chester Sales Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10827-56)

Chevaliers de Champlain

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date quinze juin 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Alfred Plante, mécanicien, de Jacques-Cartier, Léonidas Lébire, Albert Hurtubise, tous deux commis aux postes, et Jean Leclerc, agent d'assurances, de Longueuil, pour les objets suivants:

Unir et protéger les Canadiens catholiques de langue française, aux points de vue social, culturel, économique et national, sous le nom de "Chevaliers de Champlain".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11678-56)

Chez France Entreprise Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1956, constituant en corporation: Françoise Martin, sténographe, fille majeure, Marguerite Bergeron, commis, fille majeure, et J.-Miville Lesage, C.R., avocat, tous de Louiseville, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements; agir comme entrepreneurs en construction et exercer le commerce de matériaux de construction; faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de "Chez France Entreprise Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1, rue St-François-Xavier, Louiseville, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 12020-56)

**Construction Duret Limitée
Duret Construction Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1956, constituant en corporation: Lucille Bertrand, Isabelle Lemay, sténographes, célibataires majeures, de Montréal, et Rose-Aimée Poudrette, sténographe, célibataire majeure, de Boucherville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, constructeurs et menuisiers, sous le nom de "Construction Duret Limitée — Duret Construction Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1956

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11625-56)

Consultants (1956) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Alfred Plante, mechanic, of Jacques-Cartier, Léonidas Lebire, Albert Hurtubise, both postal clerks, and Jean Leclerc, insurance agent, of Longueuil, for the following purposes:

To unite and protect Canadian Catholics of the French language, from a social, cultural, economical and national point of view, under the name of "Chevaliers de Champlain".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11678-56)

Chez France Entreprise Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June 1956, incorporating: Françoise Martin, stenographer, fille majeure, Marguerite Bergeron, clerk, fille majeure, and J. Miville Lesage, Q.C., advocate, all of Louiseville, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel; act as building contractors and deal in building material; carry on the business of restaurateurs, under the name of "Chez France Entreprise Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 1 St. François Xavier Street, Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12020-56)

**Construction Duret Limitée
Duret Construction Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1956, incorporating: Lucille Bertrand, Isabelle Lemay, stenographer, bachelors of full age, of Montreal, and Rose-Aimée Poudrette, stenographer, bachelor of full age, of Boucherville, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, builders and joiners, under the name of "Construction Duret Limitée — Duret Construction Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11625-56)

Consultants (1956) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1956, constituant en corporation: J.-Austin Murphy, C.R., avocat, Mildred Murphy et Eleanor Hart, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers, gérants, surveillants, contrôleurs, opérateurs et agents d'aucuns commerce ou affaires, sous le nom de "Consultants (1956) Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11601-56)

Degmey Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1956, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, avocats, et Freda Pomerance, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Degmey Investment Inc.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11664-56)

Domain Gardens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1956, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, Cyril E. Schwisberg, avocats et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Domain Gardens Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4819 avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11820-56)

Domestic Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation:

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1956, incorporating: J.-Austin Murphy, Q.C., advocate, Mildred Murphy and Eleanor Hart, unmarried women, all of Montreal, for the following purposes:

To act as consultants, managers, supervisors, controllers, operators and agents for any businesses, or businesses, under the name of "Consultants (1956) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11601-56)

Degmey Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1956, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, advocates, and Freda Pomerance, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment company, under the name of "Degmey Investment Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 500 common shares of the par value of \$100 each and into 1,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11664-56)

Domain Gardens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1956, incorporating: Samuel Greenblatt, Cyril E. Schwisberg, advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Domain Gardens Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4819 Park Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11820-56)

Domestic Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June 1956, incorporating: François Mercier,

François Mercier, avocat, de Ville Mont-Royal, Berthe Rondeau et Aline Roy, secrétaires, filles majeures de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, articles d'utilité domestique et menus objets semblables, sous le nom de "Domestic Equipment Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions de \$30 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2019, rue St. Timothée, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11322-56)

Dynamia Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1956, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Reuben Spector, Ben Schecter, avocats, et Margaret McMartin, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Dynamia Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1554 rue Stanley, suite 7, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11682-56)

Eastern Veneer Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation: Henry Woddos John Gibbs, gérant, McMasterville, Louis Frost, vendeur et Maurice Torbin, gérant de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bûcherons, exploitants des forêts, marchands de bois et propriétaires de scierie, moulin à planer et moulin à pulpe et fabricants de feuille de placage, sous le nom de "Eastern Veneer Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Étienne-de-Bolton, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11801-56)

Eastern Window Hardware Mfg. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1956, constituant en corporation: Frank Copper, marchand, de Montréal, Louis Freedman, avocat et Conseil en Loi de la

advocate, of the town of Mount Royal, Berthe Rondeau, and Aline Roy, secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, articles of a domestic utility and similar small wares, under the name of "Domestic Equipment Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,000 shares of \$30 each.

The head office of the company will be at 2019 St. Timothée Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11322-56)

Dynamia Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1956, incorporating: John Jacob Spector, advocate and Queen's Counsel, Reuben Spector, Ben Schecter, advocates, and Margaret MacMartin, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Dynamia Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each and into 1,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1554 Stanley Street, Suite 7, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11682-56)

Eastern Veneer Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1956, incorporating: Henry Woddos John Gibbs, manager, of McMasterville, Louis Frost, salesman, and Maurice Torbin, manager, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of loggers, lumbermen, lumber merchants and sawmill, planing-mill, pulpmill owners and wood veneer makers, under the name of "Eastern Veneer Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St. Étienne-de-Bolton, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11801-56)

Eastern Window Hardware Mfg. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1956, incorporating: Frank Cooper, merchant, of Montreal, Louis Freedman, advocate and Queen's Counsel, of Cote St-Luc, and

Reine, de côte St-Luc, et Irwin Aaron Frankel, avocat, de ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fenêtres, portes, châssis, ferronnerie et articles de nature semblable, sous le nom de "Eastern Window Hardware Mfg. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11653-56)

Edgar Dubreuil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1956, constituant en corporation: Edgar Dubreuil, industriel, de Senneterre, Paul Poitras et Jean-Guy Racicot, comptables, d'Amos, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de bois et de métal, des matériaux de construction, sous le nom de "Edgar Dubreuil Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11831-56)

Eklove and Starr Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1956, constituant en corporation: Mortimer Dolman, notaire, Earl Merling, étudiant, et Kay Katz, secrétaire, épouse séparée de biens de William Katz, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Eklove and Starr Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11715-56)

Faust Télédiffusion Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1956, constituant en corporation: J.-Albert Faust, technicien, Jeanne Lambert Faust, ménagère, épouse commune en biens dudit J.-Albert Faust, et Conrad Tourigny, comptable agréé, tous d'Asbestos, pour les objets suivants:

Irwin Aaron Frankel, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in windows, doors, sashes, hardware and tools and articles of a similar nature, under the name of "Eastern Window Hardware Mfg. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11653-56)

Edgar Dubreuil Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1956, incorporating: Edgar Dubreuil, industrialist, of Senneterre, Paul Poitras and Jean Guy Racicot, accountants, of Amos, for the following purposes:

To manufacture and deal in articles and merchandise fabricated in whole or in part of wood, metal, building materials under the name of "Edgar Dubreuil Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Senneterre, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11831-56)

Eklove and Starr Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1956, incorporating: Mortimer Dolman, notary, Earl Merling, student, and Kay Katz, secretary, wife separate as to property of William Katz, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Eklove and Starr Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11715-56)

Faust Télédiffusion Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1956, incorporating: J. Albert Faust, technician, Jeanne Lambert Faust, housewife, wife common as to property of the said J. Albert Faust, and Conrad Tourigny, chartered accountant, all of Asbestos, for the following purposes:

Exploiter un ou des systèmes de télédiffusion et exercer le commerce d'appareils électriques, sous le nom de "Faust Télédiffusion Incorporé", avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11896-56)

Gunfred Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1956, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en Loi, de ville Mont-Royal, James Harold Stafford, commis et Cecil Bruce Cooke, sténographe, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "Gunfred Investment Limited", avec un capital total de \$150,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11681-56)

H. I. Hobbs & Sons Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1956, constituant en corporation: Hilliard Ivan Hobbs, marchand de moulées et grain, Mme Maye Hobbs ménagère, épouse commune en biens dudit Hilliard Ivan Hobbs, et dûment autorisés par ce dernier aux fins des présentes et Sterling Hobbs, marchand de moulées et grain, tous de Shawville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de cultivateurs de grains de toutes sortes, sous le nom de "H. I. Hobbs & Sons Limited", avec un capital total de \$75,000 divisé en 45,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune, et 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au village de Shawville, district judiciaire de Pontiac.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11505-56)

Igry Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1956, constituant en cor-

To operate one or more telediffusion systems and to carry on a business dealing in electrical apparatus under the name of "Faust Télédiffusion Incorporé", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and into 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Asbestos, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11896-56)

Gunfred Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1956, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, of the town of Mount Royal, James Harold Stafford, clerk, and Cecil Bruce Cooke, stenographer, of Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of an investment holding company, under the name of "Gunfred Investments Limited", with a total capital stock of \$150,000, divided into 250 common shares of the par value of \$100 each and into 1,250 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at the town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11681-56)

H. I. Hobbs & Sons Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1956, incorporating: Hilliard Ivan Hobbs, Feed and Grain Merchant, Mrs. Maye Hobbs, housewife, wife common as to property of the said Hilliard Ivan, and duly authorized by him for the purposes of these presents, and Sterling Hobbs, Feed and Grain Merchant, all of Shawville, for the following purposes:

To carry on the business of growers of grain of all kinds, under the name of "H. I. Hobbs & Sons Limited", with a total capital stock of \$75,000, divided into 45,000 preferred shares of a par value of \$1 each and into 30,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at the village of Shawville, judicial district of Pontiac.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11505-56)

Igry Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1956, incorporating: George

poration: George Whelan, avocat, Toshiko Nakatsuka, dactylo, fille majeure, tous deux de Montréal, Hyman Eric Feigelson, avocat, de Côte St-Luc, pour les objets suivants: •

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Igry Limited", avec un capital total de \$500,000 divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 45,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 10960-56)

Industrial Automation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mai 1956, constituant en corporation: Grant Hall Day, avocat, Lois M. Perry, secrétaire, divorcée et Louise T. Verville, secrétaire, fille majeure, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de conseillers d'affaires sous le nom de "Industrial Automation Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11656-56)

International Stainless Steel Cookware Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1956, constituant en corporation: Raynald Douville, entrepreneur, Fernand Tremblay, contremaître et Jean-Marie Delongchamp, vendeur, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de quincaillerie en acier inoxydable et articles fabriqués en tout ou en partie de métal ou bois, sous le nom de "International Stainless Steel Cookware Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7389 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11802-56)

Jewel Distributing Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1956, constituant en corporation: Lyon William Jacobs, conseil en loi de la Reine, avocat, Murray Bernard Spiegel, avocat, Irving Eisenstat, comptable agréé, de Montréal

Whelan, advocate, Toshiko Nakatsuka, typist, spinster of the full age of majority, both of Montreal, Hyman Eric Feigelson, advocate, of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Igry Limited", with a total capital stock of \$500,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and into 45,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10960-56)

Industrial Automation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1956, incorporating: Grant Hall Day, advocate, Lois M. Perry, secretary, divorce, and Louise T. Verville, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of business consultants, under the name of "Industrial Automation Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11656-56)

International Stainless Steel Cookware Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1956, incorporating: Raynald Douville, contractor, Fernand Tremblay, foreman, and Jean-Marie Delongchamp, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in stainless steel ware and articles manufactured from metal or wood in whole or in part, under the name of "International Stainless Steel Cookware Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7389 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11802-56)

Jewel Distributing Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1956, incorporating: Lyon William Jacobs, Queen's Counsel, advocate, Murray Bernard Spiegel, advocate, Irving Eisenstat, chartered accountant, of Montreal,

et Alvin Bernard Jacobs, avocat, de ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de ferronnerie, effets ménagers et nouveautés, sous le nom de "Jewel Distributing Corporation", avec un capital total de \$50,000, divisé en 20 actions ordinaires de \$100 chacune et 480 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11762-56)

Jewel Sales Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1956, constituant en corporation: Lyon William Jacobs, Ben Bernstein, avocat et Conseils en Loi de la Reine, Jack Jospe, marchand, de Montréal, et Alvin Bernard Jacobs, avocat, de ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de ferronnerie, articles de ménage, nouveautés, produits de fer et d'acier, machines et machinerie, sous le nom de "Jewel Sales Co.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et 950 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11850-56)

J. Lombardi Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1956, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, avocats et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, orfèvres et transiger toutes affaires se rapportant à icelui, sous le nom de "J. Lombardi Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11570-56)

Ke-Mo Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation: Oneil Lambert, mécanicien en réfrigération, Jean Ducharme, mécanicien, tous deux de Montréal, et René Gladu, chiropraticien, de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

and Alvin Bernard Jacobs, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, household effects and novelties under the name of "Jewel Distributing Corporation", with a total capital stock of \$50,000, divided into 20 common shares of \$100 each and into 480 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11762-56)

Jewel Sales Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1956, incorporating: Lyon William Jacobs, Ben Bernstein, advocates and Queen's Counsels, Jack Jospe, merchant, of Montreal, and Alvin Bernard Jacobs, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, household effects, novelties, iron and steel products, machines and machinery, under the name of "Jewel Sales Co.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 950 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11850-56)

J. Lombardi Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1956, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, advocates, and Freda Pomerance, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers, silversmiths, and any business incidental to the same, under the name of "J. Lombardi Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of the par value of \$100 each and into 360 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11570-56)

Ke-Mo Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1956, incorporating: Oneil Lambert, mechanic, in refrigeration, Jean Ducharme, mechanic, both of Montreal, and René Gladu, chiropractor, of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

Faire affaires comme hôtelier, sous le nom de "Ke-Mo Investment Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11868-56)

**Laboratoire Auger Inc.
Auger Laboratory Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1956, constituant en corporation Léo-Etienne Auger, technicien-orthopédiste, J.-Emilien Simard et René Letarte, avocats, tous de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'appareils orthopédiques, sous le nom de "Laboratoire Auger Inc. — Auger Laboratory Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11553-56)

La Corporation de l'Hôpital de St-Ambroise de Loretteville

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Léopold Larochelle, médecin-chirurgien, Gérard Renaud, comptable agréé, Maurice Pleau, manufacturier, de Loretteville, Pierre Cliche et Roch Girard, médecins-chirurgiens, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Etablir, développer et administrer un hôpital, sous le nom de "La Corporation de l'Hôpital St-Ambroise de Loretteville".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Loretteville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11414-56)

La Corporation des Habitations Amont Amont Homes Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mai 1956, constituant en corporation: Gaston Lacroix, c.r. avocat, Claude Tellier et Jacques Dionne, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le

To carry on a business as a hotel-keeper, under the name of "Ke-Mo Investment Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11868-56)

**Laboratoire Auger Inc.
Auger Laboratory Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June 1956, incorporating: Léo Etienne Auger, orthopedic technician, J. Emilien Simard and René Letarte advocates, all of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in orthopedic apparatus, under the name of "Laboratoire Auger Inc. — Auger Laboratory Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of June 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11553-56)

La Corporation de l'Hôpital de St-Ambroise de Loretteville

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Léopold Larochelle, general practitioner, Gérard Renaud, chartered accountant, Maurice Pleau, manufacturer of Loretteville, Pierre Cliche and Roch Girard, general practitioner, the two latter of Quebec, for the following purposes:

To establish, develop and manage a hospital, under the name of "La Corporation de l'Hôpital St-Ambroise de Loretteville".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at Loretteville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11414-56)

La Corporation des Habitations Amont Amont Homes Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1956, incorporating: Gaston Lacroix, Q.C., advocate, Claude Tellier and Jacques Dionne, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "La

nom de "La Corporation des Habitations Amont — Amont Homes Corporation", avec un capital total de \$50,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Bruno, district judiciaire de Montréal.

Dats du bureau du Procureur général, le neuf mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11593-56)

Lajeunesse Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mai 1956, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch et Abraham Shuster, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de développement, sous le nom de "Lajeunesse Development Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 10739-56)

La Ligue des Propriétaires de la Ville de Tracy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Gariépy, gérant, Robert Hébert, embouteilleur, et René Lamarche, épicié, tous de Tracy, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts et revendiquer les droits de la ville et des propriétaires de la ville de Tracy, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires de la Ville de Tracy".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera en la ville de Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11497-56)

L'Aqueduc de la Falaise Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1956, constituant en corporation: Roger Lemelin, écrivain, de Sillery, Pierre Côté, avocat, et Françoise Boudreault, secrétaire, célibataire, de Québec, pour les objets suivants:

Construire et exploiter des aqueducs, sous le nom de "L'Aqueduc de la Falaise Inc.", avec un

Corporation des Habitations Amont — Amont Homes Corporation", with a total capital stock of \$50,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint Bruno, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11593-56)

Lajeunesse Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1956, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch and Abraham Shuster, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and development company, under the name of "Lajeunesse Development Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of the par value of \$10 each, and into 3,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10739-56)

La Ligue des Propriétaires de la Ville de Tracy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Fernand Gariépy, manager, Robert Hébert, bottler, and René Lamarche, grocer, all of Tracy, for the following purposes:

To further the interest, and demand the town rights and those of the property owners of the town of Tracy, under the name of "La Ligue des Propriétaires de la Ville de Tracy Inc."

The amount to which the value of immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the company will be in the town of Tracy, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11497-56)

L'Aqueduc de la Falaise Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June 1956, incorporating: Roger Lemelin, writer, of Sillery, Pierre Côté, advocate, and Françoise Boudreault, secretary, unmarried, of Quebec for the following purposes:

To construct and develop waterworks systems, under the name of "L'Aqueduc de la Falaise

capital total de \$30,000, divisé en 100 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1446, du Buisson, Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11813-56)

Lenrose Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation: Isidore Reuben Prazoff, avocat, Sam Doubilet et Stanley Ronald Pinkus, comptables agréés, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce général de vêtements, appareils électriques, produits textiles et articles vêtements, sous le nom de "Lenrose Corporation", avec un capital total de \$64,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie A de \$1 chacune et 600 actions privilégiées catégorie B de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général, suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11434-56)

Léo Varin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1956, constituant en corporation: Gilles Cossette, Luc Cossette, avocats, et Yves Cossette, agent financier, tous d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs-paysagistes et de pépiniéristes, sous le nom de "Léo Varin Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 12448, rue Dion, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1956.

L'Assistant-Procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11695-56)

**Les Carrières "Gatineau" Limitée
Gatineau Quarries Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1956, constituant en corporation: Henri Courtemanche, avocat, Gisèle Paquette Courtemanche, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Henri Courtemanche, et Vianney Therrien, avocat, tous de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1446, du Buisson, Sillery, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11813-56)

Lenrose Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1956, incorporating: Isidore Reuben Prazoff, advocate, Sam Doubilet and Stanley Ronald Pinkus, chartered accountants, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in general apparel, electrical appliances, textile and clothing, under the name of "Lenrose Corporation", with a total capital stock of \$64,000, divided into 300 common shares of \$10 each and into 1000 Class A preferred shares of \$1 each and into 600 Class B preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11434-56)

Léo Varin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1956, incorporating: Gilles Cossette, Luc Cossette, advocates, and Yves Cossette, financial agent, all of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as landscape and nursery contractors, under the name of "Léo Varin Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common stock of a par value of \$5 each and into 6,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at 12448 Dion Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11695-56)

**Les Carrières "Gatineau" Limitée
Gatineau Quarries Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1956, incorporating: Henri Courtemanche, advocate, Gisèle Paquette Courtemanche, housewife, wife contractually separate as to property of Henri Courtemanche, and Vianney Therrien, advocate, all of Mont-Laurier, for the following purposes:

Faire affaires comme carriers, sous le nom de "Les Carrières "Gatineau" Limitée — Gatineau Quarries Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11428-56)

**Les Clubs Associés de Baie Trinité Inc.
Trinity Bay Associated Clubs Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mai 1956, constituant en corporation: Stuart J. Collins, gérant, Roger Jourdain, gérant de magasins, Benoît Couture, assistant-comptable, J.-Albert Langis, chef-commis, J.-Auguste Ross, comptable, Edwina W. Collins, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Stuart J. Collins, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Gloriana, T. Couture, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Benoît Couture et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Baie Trinité, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un club social et sportif, sous le nom de "Les Clubs Associés de Baie Trinité Inc." — Trinity Bay Associated Clubs Inc., avec un capital total de \$2,500, divisé en 500 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie Trinité, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11796-56)

Lesmarc Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1956, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Arthur D. Ruby et Lewis J. Manolson, comptables agréés, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Lesmarc Investments Ltd.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 1,400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11767-56)

Levana Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1956, constituant en corporation: David Goodman, avocat, de Hampstead, Melvin Rothman, avocat, de Westmount, Yvonne

To carry on business as quarriers, under the name of "Les Carrières "Gatineau" Limitée — Gatineau Quarries Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11428-56)

**Les Clubs Associés de Baie Trinité Inc.
Trinity Bay Associated Clubs Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1956, incorporating: Stuart J. Collins, manager, Roger Jourdain, store manager, Benoît Couture, assistant-accountant, J. Albert Langis, head clerk, J. Auguste Ross, accountant, Edwina W. Collins, housewife, wife contractually separate as to property of Stuart J. Collins, and duly authorized by him for these presents, and Gloriana T. Couture, housewife, wife contractually separate as to property from Benoît Couture, and duly authorized by him for these present purposes, all of Trinity Bay, for the following purposes:

To establish and maintain a social and sports club, under the name of "Les Clubs Associés de Baie Trinité Inc." — Trinity Bay Associated Clubs Inc., with a total capital stock of \$2,500, divided into 500 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Trinity Bay, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11796-56)

Lesmarc Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1956, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Arthur D. Ruby and Lewis J. Manolson, chartered accountants, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Lesmarc Investments Ltd.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 1,400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11767-56)

Levana Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1956, incorporating: David Goodman, advocate, of Hampstead, Melvin Rothman, advocate, of Westmount, Yvonne Belanger and

Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de "Levana Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11627-56)

L'Homme Élégant Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1956, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, Jason Ruby, étudiant en droit tous deux d'Outremont, et Freda Alexander, gérante, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, mercerie, bonneterie, chaussures, bottes et chapeaux, sous le nom de "L'Homme Élégant Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11828-56)

Loranger & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1956, constituant en corporation: Jean-Paul Cardinal, avocat, c.r., Jacques P. Dansereau, avocat, tous deux de Montréal, et Denise Jalbert, secrétaire, célibataire, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; exercer les opérations d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Loranger & Frères Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5170, rue Mentana, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11964-56)

Madame E. R. Noreau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1956, constituant en corporation: Camille Messara, avocat, Yolande Roy, secrétaire, et André Trottier, comptable agréé, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Madame E. R. Noreau Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Levana Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11627-56)

L'Homme Élégant Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1956, incorporating: Louis Orenstein, advocate, Jason Ruby, student-at-law, both of Outremont, and Freda Alexander, manager, of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing, haberdashery, hosiery, shoes, boots and hats, under the name of "L'Homme Élégant Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11828-56)

Loranger & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1956, incorporating: Jean-Paul Cardinal, advocate, Q.C., Jacques P. Dansereau, advocate, both of Montreal, and Denise Jalbert, secretary, spinster, of Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of real estate; carry on the operations of general building contractors, under the name of "Loranger & Frères Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 5170 Mentana, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11964-56)

Madame E. R. Noreau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June 1956, incorporating: Camille Messara, advocate, Yolande Roy, secretary, André Trottier, chartered accountant, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Madame E. R. Noreau Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11818-56)

Malouf Exploration Company Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation: Lovell C. Carroll, C.R., avocat, de Ville Mont-Royal, Jean-Paul Cardinal, C.R., avocat, Marcel Lajeunesse, Jacques P. Dansereau, avocats, de Montréal et Denise Jalbert, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations afin de découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Malouf Exploration Company Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11525-56)

Martin Kuhl Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1956, constituant en corporation: Martin Kuhl, sous-entrepreneur-maçon, de ville Mont-Royal, Ellen Hagenmueller, commis, fille majeure, et Sureka Wasserman, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de sous-contrats en maçonnerie et aussi celui d'entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de nom de "Martin Kuhl Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie à Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11786-56)

Mayport Foods Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1956, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, Jason Ruby, étudiant en droit, tous deux d'Outremont, et Freda

The head office of the company will be at Coaticook, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11818-56)

Malouf Exploration Company Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1956, incorporating: Lovell C. Carroll, Q.C., advocate, of the town of Mount Royal, Jean-Paul Cardinal, Q.C., advocate, Marcel Lajeunesse, Jacques P. Dansereau, advocates, of Montreal, and Denise Jalbert, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Malouf Exploration Company Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11525-56)

Martin Kuhl Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1956, incorporating: Martin Kuhl, Masonry sub-contractor, of the Town of Mont Royal, Ellen Hagenmueller, clerk, fille majeure, and Sureka Wasserman, secretary, Fille Majeure, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of masonry sub-contractors, and also of general contractors and builders, under the name of "Martin Kuhl Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each and into 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at the Town of Mont Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11786-56)

Mayport Foods Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1956, incorporating: Louis Orenstein, advocate, Jason Ruby, student-at-law, both of Outremont, and Freda Alexander, mana-

Alexander gérante, fille majeure de Montréal pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'épicerie, produits alimentaires et pharmaceutiques, sujets aux dispositions de la Loi de Pharmacie de Québec, liqueurs douces, menus articles, ferronnerie, marchandises en verre, nouveautés, sous le nom de "Mayport Foods Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11823-56)

Medon Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation: Philip Vineberg, Neil Phillips, Melvin Rothman, avocats, de Westmount et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Medon Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11684-56)

Melrose Market Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1956, constituant en corporation: Allan Marcus, David Kirshenblatt, tous deux avocats, de Montréal et Abel David Selick, avocat, de ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de détaillants, grossistes et négociants de dentées, produits alimentaires, viandes, épicerie et produits connexes, sous le nom de "Melrose Market Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5818 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11886-56)

Milano Land Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1956, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, Cyril E. Schwisberg, avocats et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

ger, Fille Majeure, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in groceries, food products, pharmaceutical products, subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act, soft drinks smallwares, hardware, glassware, novelties, under the name of "Mayport Foods Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11823-56)

Medon Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1956, incorporating: Philip Vineberg, Neil Phillips, Melvin Rothman, advocates, of Westmount, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Medon Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11684-56)

Melrose Market Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1956, incorporating: Allan Marcus, David Kirshenblatt, both lawyers, of Montreal, and Abel David Selick, lawyer, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of retailers, wholesalers and jobbers in food, food products, meats, groceries, and allied products, under the name of "Melrose Market Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5818 Sherbrooke St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11886-56)

Milano Land Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1956, incorporating: Samuel Greenblatt, Cyril E. Schwisberg, advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Milano Land Sales Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6525 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11755-56)

Montreal Smoked Meat Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1956, constituant en corporation: Alex Weiss, administrateur, Ruth Weiss, administratrice, épouse séparée de biens de Alex Weiss et Daniel Kingstone, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bouchers, marchands et négociants de viandes, sous le nom de "Montreal Smoked Meat Products Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11728-56)

Muffler Sales & Service (Val-Royal) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, André Duceppe, avocats, et Micheline Désormiers, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Muffler Sales & Service (Val-Royal) Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11564-56)

National Herring Importing Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1956, constituant en corporation: David Litner, avocat, Seymour Machlovitch, étudiant en droit, et Frances Lew, secrétaire, épouse séparée de biens de Max Lew, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de poissons et autres produits de la mer, sous le nom de "National Herring Importing Company", avec un capital total de \$75,000, divisé en 2,500 actions

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Milano Land Sales Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6525 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11755-56)

Montreal Smoked Meat Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1956, incorporating: Alex Weiss, executive, Ruth Weiss, executive, wife separate as to property of Alex Weiss, and Daniel Kingstone, student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of butchers, meat merchants and dealers, under the name of "Montreal Smoked Meat Products Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares having a par value of \$100 each and into 300 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11728-56)

Muffler Sales & Service (Val-Royal) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1956, incorporating: Jean Paul Dansereau, André Duceppe, advocates, and Micheline Désormiers, stenographer, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Muffler Sales & Service (Val-Royal) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11564-56)

National Herring Importing Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1956, incorporating: David Litner, advocate, Seymour Machlovitch, law student, and Frances Lew, secretary, wife separate as to property of Max Lew, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with fish and other sea products, under the name of "National Herring Importing Company", with a total capital stock of \$75,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and

ordinaires de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11693-56)

North American Food Equipment Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1956, constituant en corporation: Joseph Zelig, Edmund Mermelstein, manufacturiers, Alex Raider, avocat et William L. Poole, télégraphiste, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer et entreprendre la fabrication, la vente et la distribution de toutes sortes de fournitures de restaurant, bar et cuisine ainsi que leurs accessoires, sous le nom de "North American Food Equipment Mfg. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11852-56)

Oakwood Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1956, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseiller Loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, et Jean McFarlane, réceptionniste, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Oakwood Realities Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11713-56)

Paramount Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1956, constituant en corporation: Natan Levitsky, avocat, de Ville Mont-Royal, Solomon Weber, C.R., avocat d'Outremont et Joseph Caplan, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriquées en entier ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile,

into 2,500 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11693-56)

North American Food Equipment Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1956, incorporating: Joseph Zelig, Edmund Mermelstein, manufacturers, Alex Raider, advocate and William L. Poole, telegrapher, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on and engage in the manufacture, sale and distribution of all kinds of restaurant, bar and kitchen equipment as well as accessories thereof, under the name of "North American Food Equipment Mfg. Ltd.", with a capital of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11852-56)

Oakwood Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1956, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate of the town of Mount Royal, Ethel Yussem, secretary, spinster, and Jean McFarlane, receptionist, spinster of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Oakwood Realities Inc.", with a total capital stock of \$15,900, divided into 150 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11713-56)

Paramount Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1956, incorporating: Natan Levitsky, advocate, of the Town of Mont Royal, Solomon Weber, Q.C., advocate, of Outremont, and Joseph Caplan, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products,

verre et leurs sous-produits; animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues, travaux artistiques, produits chimiques et de beauté, de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "Paramount Distributors Ltd.", avec un capital total de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11804-56)

Patricia Ann Fashions Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1956, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Frank Melvin Godine, avocats, et Albert Edward Liddell, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de "Patricia Ann Fashions Limited", avec un capital total de \$100,000 divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11803-56)

Point Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1956, constituant en corporation: Norman Genser, avocat, de Hampstead, Tessy Frankel, Rose-Marie Bourgoing, secrétaires, toutes deux célibataires, de Montréal et Sydney Phillips, avocat, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, d'amélioration et de construction, sous le nom de "Point Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11785-56)

Pratt Lumber and Building Materials Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1956, constituant en corporation: Ernest Leo Kolber, Daniel Morris, Léo Rosentzveig, avocats, de Montréal, et Manuel Shacter, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de construction et celui des produits de bois, plastique,

minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Paramount Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11804-56)

Patricia Ann Fashions Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1956, incorporating: Benjamin Shulman, Frank Melvin Godine, advocates and Albert Liddell, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Patricia Ann Fashions Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11803-56)

Point Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1956, incorporating: Norman Genser, advocate, of Hampstead, Tessy Frankel, Rose-Marie Bourgoing, secretaries, both unmarried, of Montreal, and Sydney Phillips, advocate, of Cote St. Luc, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, improvement and construction company, under the name of "Point Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 350 preferred shares having a par value of \$100 each and into 50 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11785-56)

Pratt Lumber and Building Materials Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1956, incorporating: Ernest Leo Kolber, Daniel Morris, Léo Rosentzveig, advocates, of Montreal, and Manuel Shacter, advocate, of Dorval, for the following purposes:

To manufacture and deal in building, wood, plastic, glass, clay and metal products and by-

verre, glaise et métal et sous-produits d'iceux, sous le nom de "Pratt Lumber and Building Materials Ltd.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11777-56)

Préville Haberdashery Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1956, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Arthur D. Ruby et Lewis J. Manolson, comptables agréés, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de mercerie, sous le nom de "Préville Haberdashery Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11615-56)

Quebec Temperance League Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Royal Ernest Carl Werry, avocat et conseil en loi de la Reine, Lepha Clogg Robertson, veuve, secrétaire, majeure, tous deux de Westmount et Cora C. Sifton, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Créer une opinion publique éclairée concernant les maux occasionnés par le commerce et l'habitude des boissons alcooliques, sous le nom de "Quebec Temperance League Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11464-56)

R. Godreau Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mai 1956, constituant en corporation: John Joseph Pepper, avocat, de Westmount, Theodore Van Der Meerschen, comptable, de Boucherville, et Aline Roy, secrétaire, fille majeure de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules-moteurs et accessoires; exploiter des garages, sous le nom de "R. Godreau Automobile Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 800 actions

products, under the name of "Pratt Lumber and Building Materials Ltd.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11777-56)

Préville Haberdashery Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1956, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Arthur D. Ruby and Lewis J. Manolson, chartered accountants, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in haberdashery, under the name of "Préville Haberdashery Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11615-56)

Quebec Temperance League Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Royal Ernest Carl Werry, advocate and Queen's Counsel, Lepha Clogg Robertson, widow, secretary, of the age of majority, both of Westmount, and Cora C. Sifton, secretary, spinster of the age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To create an enlightened public opinion as to the evils of the drink traffic and habit, under the name of "Quebec Temperance League Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited to \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11464-56)

R. Godreau Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1956, incorporating: John Joseph Pepper, advocate, of Westmount, Theodore Van Der Meerschen, accountant, of Boucherville, and Aline Roy, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and accessories; to operate garages, under the name of "R. Godreau Automobile Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 800 common

ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 528 rue Sud, Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11940-56)

Riviera Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1956, constituant en corporation: Conrad Shatner, Harry Blank, Baruch Pollack, avocats et Harry Closner, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles, appliques et dispositifs de chemin de fer, sous le nom de "Riviera Furniture Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 10843-56)

Roger Duval Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1956, constituant en corporation: Joseph Robert Loranger, président, William Herbert Molesworth, vice-président, et Roger Duval gérant de ventes, tous de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de machines, machinerie et accessoires, instruments, dispositifs, fournitures, raccordements et outillage, sous le nom de "Roger Duval Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11774-56)

Samcar Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date, du deux juin 1956, constituant en corporation: Rose-Marie Bourgoing, Tessy Frankel, sténographes, filles majeures, toutes deux de Montréal, John J. Wasserman, avocat, de Westmount, Sydney Phillips, avocat, de Côte St-Luc et Rita Wise, sténographe, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Samcar Realities Inc.", avec un capital total de

shares of \$100 each and into 200 preferred shares a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 528 South Street, Cowansville, judicial district Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11940-56)

Riviera Furniture Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1956, incorporating: Conrad Shatner, Harry Blank, Baruch Pollack, advocates, and Harry Closner, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, railway fixtures and appliances, under the name of "Riviera Furniture Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10843-56)

Roger Duval Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1956, incorporating: Joseph Robert Loranger, president, William Herbert Molesworth, vice-president, and Roger Duval, sales manager, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "Roger Duval Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1956.

P. FRENETTE,
42788-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11774-56)

Samcar Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1956, incorporating: Rose-Marie Bourgoing, Tessy Frankel, stenographers, spinster of the full age of majority, both of Montreal, John J. Wasserman, advocate, of Westmount, Sydney Phillips, advocate, of Cote St. Luc, and Rita Wise, stenographer, spinster, of the full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Samcar Realities Inc.", with a total capital stock of

\$40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11492-56)

Sani-Thermo, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mai 1956, constituant en corporation: Ovide Bouchard, industriel, de Québec, Jacques Légaré, courtier, Paul-Étienne Bernier, avocat, tous deux de Sainte-Foy, et Paul Chartrain, avocat, de Sillery, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'appareils de chauffage et d'incinération; exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Sani-Thermo, Inc.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 20 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,980 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 111, Côte de la Montagne, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 11706-56)

Springvale Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1956, constituant en corporation: Paul Larose, avocat, de Ste-Thérèse, Pierrette Moquin, secrétaire, fille majeure et Maurice Gravel, assistant-gérant, de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Springvale Construction Co. Ltd.", avec un capital-actions divisé en 800 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Rosemere, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11807-56)

Taverne Dépelteau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1956, constituant en corporation: Dame Rose A. Dupuis, ménagère, veuve de J.-H. Dépelteau, Hervé Dépelteau, comptable, et J.-Claude Dépelteau, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers et restaurateurs, sous le nom de "Taverne Dépelteau Ltée", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions ordinaires d'une valeur de \$100 chacune.

\$40,000, divided into 50 common shares of the par value of \$100 each and into 350 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11492-56)

Sani-Thermo, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1956, incorporating: Ovide Bouchard, industrialist, of Quebec, Jacques Légaré, broker, Paul-Etienne Bernier, advocate, both of Sainte-Foy, and Paul Chartrain, advocate, of Sillery, for the following purposes:

To manufacture and deal in heating and incineration apparatus; to carry on a business as builders and general contractors, under the name of "Sani-Thermo, Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 20 common shares of a par value of \$100 each and into 1,980 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 111 Mountain Hill, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11706-56)

Springvale Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1956, incorporating: Paul Larose, lawyer, of Ste. Therese, Pierrette Moquin, secretary, spinster, and Maurice Gravel, assistant-manager, of St. Jerome, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Springvale Construction Co. Ltd.", with a capital stock divided into 800 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Rosemere, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11807-56)

Taverne Dépelteau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1956, incorporating: Dame Rose A. Dupuis, housewife, widow of J.H. Dépelteau, Hervé Dépelteau, accountant, and J. Claude Dépelteau, manager, all of Montréal, for the following purposes:

To carry on business as hotel and restaurant keepers, under the name of "Taverne Dépelteau Ltée", with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 common shares of a value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 2101, rue Ste-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at 2101 Ste-Catherine St., East, Montreal judicial district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11561-56)

Télévision & Radio Production Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1956, constituant en corporation: Paul-Émile Corbeil, artiste, de Cartierville, Gaston Baribeau et David Bellumeur, tous deux c.a., des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radio-diffusion, de TSF et de télévision, sous le nom de "Télévision & Radio Production Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et, en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 12500, rue Dion, Cartierville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(A.G. 11561-56)

Télévision & Radio Production Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1956, incorporating: Paul-Émile Corbeil, artist, of Cartierville, Gaston Baribeau and David Bellumeur, both C.A.'s, of Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate sending and receiving radio-diffusion stations, of TSF and television, under the name of "Télévision & Radio Production Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 12500 Dion street, Cartierville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11822-56)

The I. Charles Mendelsohn Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation: Israel Charles Mendelsohn, marchand, d'Outremont, Samuel Leon Mendelsohn, avocat, de Westmount et Leo Rosentzveig, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'automobiles et accessoires, sous le nom de "The I. Charles Mendelsohn Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(A.G. 11822-56)

The I. Charles Mendelsohn Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1956, incorporating: Israel Charles Mendelsohn, merchant, of Outremont, Samuel Leon Mendelsohn, advocate, of Westmount, and Leo Rosentzveig, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in motor cars and accessories, under the name of "The I. Charles Mendelsohn Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11800-56)

Town & Country Gardens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1956, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, et Letty Nassa, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, d'amélioration et de construction, sous le nom de "Town & Country Gardens Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

(A.G. 11800-56)

Town & Country Gardens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1956, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, advocates, Freda Pomerance, secretary, spinster, fille majeure, and Letty Nassa, stenographer, spinster, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, improvement and construction company, under the name of "Town & Country Gardens Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of the par value of \$10 each and into 3,600 preferred shares of the par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11528-56)

**Tremis of Canada Limited
Tremis du Canada Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1956, constituant en corporation: Robert Tremblay, commis-pharmacien, Robert E. L'Abbé, comptable agréé, et Jean Lamalice, pharmacien, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de produits chimiques et pharmaceutiques, sous réserve de la Loi de pharmacie de Québec, sous le nom de "Tremis of Canada Limited — Tremis du Canada Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6640, 1ère Avenue, Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(A.G. 11528-56)

**Tremis of Canada Limited
Tremis du Canada Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1956, incorporating: Robert Tremblay, drug clerk, Robert E. L'Abbé, chartered accountant, and Jean Lamalice, druggist, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in chemical and pharmaceutical products in accordance with the Quebec Pharmacy Act, under the name of "Tremis of Canada Limited — Tremis du Canada Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6640 1st Avenue, Rosemount, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11452-56)

Verreault Navigation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1956, constituant en corporation: André Verge, avocat, Noella Bélanger et Fleurette Dussault, secrétaires, filles majeures, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport maritime, sous le nom de "Verreault Navigation Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions communes de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Méchins, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(A.G. 11452-56)

Verreault Navigation Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1956, incorporating: André Verge, advocate, Noella Bélanger and Fleurette Dussault, secretaries, spinsters, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a maritime transportation company under the name of "Verreault Navigation Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Méchins, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Deputy Attorney General.

(P.G. 10972-56)

Vu-Pak-Packaging Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1956, constituant en corporation: Léo Blanchard, industriel, de Saint-Denis, Cécile Rivard, secrétaire, célibataire, de Saint-Hyacinthe, et André Dumont, notaire, du village d'Upton, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Vu-Pak-Packaging Corporation Limited", avec un capital total de \$160,000, divisé en 600 actions communes de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Denis, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

(A.G. 10972-56)

Vu-Pak-Packaging Corporation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1956, incorporating: Léo Blanchard, industrialist, of Saint-Denis, Cécile Rivard, secretary, bachelor, of Saint-Hyacinthe, and André Dumont, notary, of the village of Upton, for the following purposes:

To operate a business dealing in foodstuffs, under the name of "Vu-Pak-Packaging Corporation Limited", with a total capital stock of \$160,000, divided into 600 common shares of \$100 each and into 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Denis, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788-o P. FRENETTE.

(P.G. 10702-56)

Weir Memorial Park Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Hugo LaPenna, maire de Beebe, Ray Bachelder, maire de Ogden, Wm. T. May, ingénieur-conseil, tous trois de Beebe, James A. Bacon, surveillant de département à "Butterfield Ltd.", de Rock Island et E.J. Struthers, percepteur de douanes et d'accise, de Stanstead, pour les objets suivants:

Promouvoir l'établissement d'un parc du souvenir dans la municipalité de Ogden, sous le nom de "Weir Memorial Park Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$50,000.

Le siège social de la compagnie sera à Beebe, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11383-56)

Woodland Supplies Ltd — Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mai 1956, constituant en corporation: Fernand Legault, C.R., Jean-Guy Joannette, avocats, et Aline Réjeanne Desjardins, secrétaire, fille majeure, tous de Lachute, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles, marchandises, machines, outils, instruments, ferronnerie, locomotives, moteurs stationnaires, avions, outillage, pièces et accessoires, sous le nom de "Woodland Supplies Ltd — Ltée", avec un capital total de \$15,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRENETTE.

(P.G. 11814-56)

Zanmar Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1956, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, Jack B. Bobrove et Edward H. Bernfeld, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Zanmar Realty Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10702-56)

Weir Memorial Park Incorporated

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Hugo LaPenna, mayor of Beebe, Ray Bachelder, mayor of Ogden, Wm. T. May, consulting engineer, all three of Beebe, James A. Bacon, Department supervisor, Butterfield Ltd., of Rock Island, and E. J. Struthers, collector of customs and excise, of Stanstead, for the following purposes:

To promote the establishment of a memorial park in the municipality of Ogden, under the name of "Weir Memorial Park Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Beebe, judicial district of St. François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth date of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11383-56)

Woodland Supplies Ltd — Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1956, incorporating: Fernand Legault, Q.C., Jean-Guy Joannette, advocates, and Aline Réjeanne Desjardins, secretary, spinster, all of Lachute, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, merchandise, machines, tools, implements, hardware, locomotives, stationary, engines, airplanes, equipment, parts and supplies, under the name of "Woodland Supplies Ltd — Ltée", with a total capital stock of \$15,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and into 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1956.

P. FRENETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11814-56)

Zanmar Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1956, incorporating: Isidore M. Bobrove, Jack B. Bobrove and Edward H. Bernfeld, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Zanmar Realty Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
42788 P. FRÉNETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1956.

P. FRÉNETTE,
42788-o Acting Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Numero 694

Number 694

Québec, le 4 juillet 1956.

Quebec, July 4th, 1956.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Section "E"

Part "E"

CONCERNANT l'addition d'une partie contractante — décret relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province.

CONCERNING the adding of a contracting party — decree relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'Union Fédéral des Travailleurs du Contenant, Local numéro 648, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être acceptée comme partie contractante de première part à la convention collective à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 728 du 6 juillet 1955, au lieu et place de l'Association des Employés de Canadian Wirebound Boxes Limited, laquelle a cessé d'exister;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), "L'Union Fédéral des Travailleurs du Contenant", Local No. 648, has petitioned the Minister of Labour to be accepted as contracting party of the first part to the collective agreement relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the province, rendered obligatory by the decree No. 728 of July 6, 1955, in the place and stead of the Canadian Wirebound Boxes Limited Employees' Association which has ceased to exist;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 26 mai 1956;

WHEREAS the petition has been published in the Quebec Official Gazette, issue of May 26th, 1956;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ladite requête soit acceptée et que ledit décret, numéro 728, soit modifié en conséquence.

THAT the said petition be accepted and that the said decree, No. 728, be amended in pursuance thereof.

(Document "E" annexé à l'arrêté)

(Document "E" annexed to the order)

L. DÉSILETS,

L. DÉSILETS,

42789-o Greffier du Conseil Exécutif.

42789-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 731

Number 731

Québec, le 11 juillet 1956.

Quebec, July 11, 1956.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "A"

Part "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Montréal.

CONCERNING amendments of the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the region of Montreal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 2162 du 20 août 1941, amendé par les arrêtés en conseil numéros 3007 et 3128 des 6 et 19 novembre 1941, 1295 du 29 mai 1942, 3020 du 21 octobre 1943,

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the region of Montreal, rendered obligatory by the decree number 2162 of August 20, 1941, as amended by Orders 3007 and 3128 of November 6 and 19, 1941, 1295 of May 29, 1942, 3020 of October 21, 1943, 999 of March

999 du 28 mars 1944, 1363 du 6 avril 1945, 4455 et 4457 du 31 octobre 1946, 545-D et 2027-A des 27 mars et 10 décembre 1947, 108-A du 3 février 1949, 515-C et 1155-B des 3 mai et 19 octobre 1950, 382-B du 12 avril 1951, 503-C du 7 mai 1952 et 22 du 5 janvier 1955, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, certaines modifications audit décret:

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 mai 1956;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2162, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "e" et "f" de l'article I sont remplacés par les suivants:

"e) Les mots "compagnon barbier-coiffeur régulier" désignent toute personne qui exécute un travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret pour le compte d'un employeur barbier-coiffeur et dont la durée maximum de travail est de quarante-huit heures et demie (48½) par semaine durant les mois de septembre à juin inclusivement et de quarante-sept heures et demie (47½) par semaine durant les mois de juillet et août, ou les heures régulières d'opération d'un salon si celles-ci sont moindres que les heures ci-haut mentionnées."

"f) Les mots "compagnons barbier-coiffeur surnuméraire" désignent toute personne qui exécute un travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret pour le compte d'un employeur barbier-coiffeur et dont les heures de travail hebdomadaire sont moindres que quarante-huit heures et demie (48½) par semaine durant les mois de septembre à juin inclusivement et de quarante-sept heures et demie (47½) durant les mois de juillet et août."

2° Le paragraphe "h" de l'article I est radié.

3° L'article II est remplacé par le suivant:

"II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend l'île de Montréal, les cités de St-Lambert, de Longueuil et de Jacques Cartier, et les villes de Montréal-Sud, Mackayville, Prévile, LeMoyne et Greenfield Park."

4° Les paragraphes "a" et "b" de l'article III sont remplacés par les suivants:

"III. *Horaire de travail*: a) Le maximum des heures de travail pour le compagnon barbier-coiffeur et l'apprenti barbier-coiffeur est de quarante-huit heures et demie (48½) par semaine durant les mois de septembre à juin inclusivement et de quarante-sept heures et demie (47½) par semaine durant les mois de juillet et août.

b) Les heures de travail dans les salons de barbiers sont réparties comme suit:

Entre 8.30 a.m. et 6.30 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi;

Entre 8.30 a.m. et 8.00 p.m. les vendredi et veilles des fêtes chômées mentionnées dans le décret;

Entre 8.30 a.m. et 6.00 p.m. les samedi, durant les mois de septembre à juin inclusivement et entre 8.30 a.m. et 5.00 p.m. durant les mois de juillet et août."

5° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "d" de l'article III:

"Toutefois, tout travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle du présent décret doit être terminé une (1) heure après l'expiration des heures régulières mentionnées au paragraphe "b" du présent article."

28, 1944, 1363 of April 6, 1945, 4455 and 4457 of October 31, 1946, 545-D and 2027-A of March 27 and December 10, 1947, 108-A of February 3, 1949, 515-C and 1155-B of May 3 and October 19, 1950, 382-B of April 12, 1951, 503-C of May 7, 1952, and 22 of January 5, 1955, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 12, 1956;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2162, be amended as follows:

1. Subsections "e" and "f" of section I is replaced by the following:

"e) The words "regular barber-hairdresser journeyman" mean a person who does work covered by the professional jurisdiction of the decree while in the employ of a barber-hairdresser shop holder and whose maximum duration of work is forty-eight and a half (48½) hours per week during the months of September to June inclusive, and forty-seven and half (47½) hours per week during the months of July and August, or the equivalent of the regular business hours of a parlor when such hours are less than the ones above mentioned."

"f) The words "supernumerary barber-hairdresser journeyman" mean a person who does work covered by the professional jurisdiction of the decree while in the employ of a barber-hairdresser shop holder and who works less than forty-eight and an half (48½) hours per week during the months of September to June inclusive and less than forty-seven and a half (47½) hours in the months of July and August."

2. Subsection "h" of section I is deleted.

3. Section II is replaced by the following:

"II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the Island of Montreal, the cities of St. Lambert, Longueuil and Jacques-Cartier and the towns of Montréal-Sud, Mackayville, Prévile, LeMoyne and Greenfield Park."

4. Subsections "a" and "b" of section III are replaced by the following:

"III. *Hours of work*: a) The maximum duration of work as regards the barber-hairdresser journeyman or apprentice shall be forty-eight and half (48½) hours per week during the months of September to June inclusive, and forty-seven and a half (47½) hours per week during the months of July and August.

b) The hours of work in barber shops are distributed as follows:

Between 8.30 a.m. and 6.30 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday;

Between 8.30 a.m. and 8.00 p.m. on Friday and eves of holidays mentioned in the present decree;

Between 8.30 a.m. and 6.00 p.m. on Saturday during the months of September to June inclusive, and between 8.30 a.m. and 5.00 p.m. in the months of July and August."

5. The following paragraph is added to subsection "d" of section III:

"However, all work included in the professional jurisdiction of the present decree shall be completed one (1) hour after the expiration of the regular hours mentioned in subsection "b" of the present section."

6° Le mot "samedi" apparaissant aux paragraphes "f" et "h" de l'article III est biffé.

7° Le paragraphe "g" de l'article III est remplacé par le suivant:

"g) L'employeur barbier-coiffeur doit retarder l'heure d'entrée au travail du compagnon barbier-coiffeur régulier et de l'apprenti barbier-coiffeur, afin que le maximum de quarante-huit heures et demie (48½) de travail par semaine durant les mois de septembre à juin inclusive, et de quarante-sept heures et demie (47½) de travail par semaine durant les mois de juillet et août, ne soit jamais dépassé."

8° Le paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. *Taux de salaires:* a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

Pour chaque compagnon barbier-coiffeur régulier, trente-huit dollars (\$38.00) par semaine, plus une commission de 50% sur les recettes de son travail excédant cinquante dollars (\$50.00) par semaine.

Pour chaque compagnon barbier-coiffeur surnuméraire: \$0.90 pour chaque heure de travail, plus une commission de 10% sur les recettes brutes de son travail. Toutefois, lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de cinquante dollars (\$50.00) et que ledit compagnon a travaillé pendant trente (30) heures ou plus durant la semaine, il doit être rémunéré au même tarif que le compagnon barbier-coiffeur régulier.

Remarque: Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, il est interdit à tout employeur de réduire la durée du travail d'un compagnon barbier-coiffeur qui habituellement, travaille quarante-huit heures et demie (48½) par semaine durant les mois de septembre à juin inclusive, et quarante-sept heures et demie (47½) par semaine durant les mois de juillet et août."

9° L'article V est remplacé par le suivant:

"V. *Prix minima des services:* Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés. Ces taux sont payables en monnaie légale et doivent être exigés aussitôt le travail terminé:

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:
Tous les jours \$0.75

Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes de moins de 15 ans:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi . . . 0.45
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes
chômées spécifiées dans le décret . . . 0.55

Coupe de cheveux en brosse pour adultes 1.00
Barbe 0.40
Flambage des cheveux 0.25
Shampooing 0.60
Massage ordinaire 0.60
Lotion 0.35
Tonique 0.35
Teinture des cheveux 3.00
Auguisage de rasoir 0.40

10° Le paragraphe "l" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"l) L'apprenti ne peut travailler à temps partiel."

11° Le paragraphe "o" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"o) Le salaire hebdomadaire de l'apprenti est le suivant:

Du 4ème au 6ème mois d'apprentissage ou de la sortie du centre d'apprentissage au 6ème mois: \$20.00 par semaine.

6. The word "Saturday" mentioned in subsections "f" and "h" and section III is deleted.

7. Subsection "g" of section III is replaced by the following:

"g) The barber-hairdresser shop holder shall delay the starting time of the regular barber-hairdresser journeyman and of the barber-hairdresser apprentice so as never to exceed the maximum of forty-eight and a half (48½) hours per week in the months of September to June inclusive, or the maximum of forty-seven and a half (47½) hours per week in the months of July and August."

8. Subsection "a" of section IV is replaced by the following:

"IV. *Rates of wages:* a) The following minimum wage rates shall be paid:

For every regular journeyman barber-hairdresser, thirty-eight dollars (\$38.00) per week plus a 50% commission on the receipts of his work exceeding fifty dollars (\$50.00) per week.

For every occasional journeyman barber-hairdresser: \$0.90 per hour plus a 10% commission on the gross receipts of his work. However, when the receipts of his work attain or exceed the amount of fifty (\$50.00) dollars and when the said employee has worked a minimum of 30 hours during the week, he shall be paid the rate of the regular journeyman barber-hairdresser.

Proviso: Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraph, no employer may reduce the hours of work of a journeyman barber-hairdresser who, habitually, works forty-eight and a half (48½) hours per week during the months of September to June inclusive, and forty-seven and a half (47½) hours per week during the months of July and August.

9. Section V is replaced by the following:

"V. *Minimum prices of services:* The professional employers, the artisans and the employees shall charge to the public the following minimum prices for the services hereunder enumerated. These prices are payable in currency upon completion of the work:

Haircut for adults, male and female:
Every day \$0.75

Haircut for children, male and female, under 15 years of age:
Monday, Tuesday, Wednesday, and Thursday 0.45
Friday, Saturday and eves of holidays mentioned in the decree 0.55

Brushcut (adults) 1.00
Shave 0.40
Singeing of hair 0.25
Shampoo 0.60
Ordinary massage 0.60
Lotion 0.35
Tonic 0.35
Dyeing of hair 3.00
Razor setting 0.40

10. Subsection "l" of section VI is replaced by the following:

"l) Apprentices shall not work on a part time basis."

11. Subsection "o" of section VI is replaced by the following:

"o) The weekly wages of apprentices shall be as follow:

From the 4th to the 6th month of apprenticeship or from the time the apprentice leaves the apprenticeship centre to the 6th month. \$20.00 per week.

Deuxième semestre: \$23.00 par semaine plus 10% de commission sur toutes les recettes excédant \$33.00;

Troisième semestre: \$26.00 par semaine, plus 20% de commission sur toutes recettes excédant \$36.00;

Quatrième semestre: \$29.00 par semaine, plus 30% de commission sur toutes recettes excédant \$39.00;

Cinquième semestre: \$32.00 par semaine, plus 40% de commission sur toutes recettes excédant \$42.00;

Sixième semestre: \$36.00 par semaine, plus 50% de commission sur toutes recettes excédant \$46.00."

12° L'article VII est biffé.

13° Les deux premiers alinéas de l'article VIII-A est remplacé par le suivant:

"VIII-A. *Vacances payées*: L'employeur doit donner une semaine de vacances payées, au taux de quarante-deux (\$42.00) dollars, à tout compagnon barbier-coiffeur régulier qui a été à son service pendant une année entière, sans perte de temps, sauf pour des raisons valables.

Si le compagnon barbier-coiffeur a servi moins d'une année, il a droit à une rémunération de vacances équivalente à 1/12 du salaire de quarante deux (\$42.00) dollars, pour chaque mois de services sans perte de temps sauf pour des raisons valables."

14° Le dernier alinéa de l'article VIII-A est remplacé par les suivants:

"L'employeur doit faire connaître au salarié au moins quatre (4) semaines à l'avance, la date fixée pour ses vacances, la rémunération de vacances est payable au salarié avant son départ en vacances."

"Le compagnon barbier-coiffeur ou l'apprenti doit s'abstenir de tout travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret durant sa semaine de vacances."

(Document "A" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,

42789-o

Greffier du Conseil Exécutif.

Second six months: \$23.00 per week plus a 10% commission on all receipts exceeding \$33.00;

Third six months: \$26.00 per week plus a 20% commission on all receipts exceeding \$36.00;

Fourth six months: \$29.00 per week plus a 30% commission on all receipts exceeding \$39.00;

Fifth six months: \$32.00 per week plus a 40% commission on all receipts exceeding \$42.00

Sixth six months: \$36.00 per week plus a 50% commission on all receipts exceeding \$46.00.

12. Section VII is deleted.

13. The first two paragraphs of section VIII-A are replaced by the following:

"VIII-A. *Vacation with pay*: The employer shall give a vacation of one week with pay, at the rate of forty-two dollars (\$42.00), to every regular barber-hairdresser journeyman who has been a whole year in his employ, without loss of time, except for good reasons.

In the event that a journeyman barber-hairdresser has worked less than one year, he is entitled to a vacation pay of 1/12 the wages of forty-two dollars (\$42.00) dollars for each month of service without loss of time, except for good reasons."

14. The last paragraph of section VIII-A is replaced by the following ones:

"The employer shall notify the employee, at least four (4) weeks in advance, of the date of his vacation; vacation pay is payable before the vacation."

"The barber-hairdresser journeyman or apprentice shall keep from doing any work comprised in the professional jurisdiction of the decree during his vacation week."

(Document "A" annexed to the order).

L. DÉSILETS,

42789-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 731

Québec, le 11 juillet 1956.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au posage de marbre, tuile et terrazzo, rendue obligatoire par la section "C" du décret numéro 1121 du 19 octobre 1955, corrigé par l'arrêté en conseil numéro 1207-C du 23 novembre 1955, amendé par les arrêtés en conseil numéros 384-G, 654-B et 694-C des 19 avril, 27 juin et 4 juillet 1956, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications à ladite section "C":

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 731

Quebec, July 11, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the setting of marble, tile and terrazzo, rendered obligatory by part "C" of the decree No. 1121 of October 19, 1955, corrected by Order in Council No. 1207-C of November 23, 1955, amended by Orders in Council Nos. 384-G, 654-B and 694-C of April 19, June 27 and July 4, 1956, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said Part "C":

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 juin 1956;

ATTENDU QUE le Ministre du Travail a également donné avis, dans l'édition de la *Gazette officielle de Québec* du 9 juin 1956, de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil un amendement à l'article XXI dudit décret;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

A) QUE les dispositions suivantes soient ajoutées à l'article XXI dudit décret numéro 1121, concernant les installations des brûleurs à l'huile:

"Le salaire minimum des apprentis et des mécaniciens junior est le suivant:

	<i>L'heure</i>
Apprenti — 1ère année de pratique.....	\$1.00
Mécanicien junior — 2ème année de pratique.....	1.25"

B) L'article XXV (Section "C") dudit décret est modifié comme suit:

1° L'alinéa 4 du paragraphe "a" est remplacé par le suivant:

"4. Les taux de salaire mentionnés dans le présent article s'appliquent aussi aux salariés préparant la base nécessaire pour la pose de tous les matériaux couverts par la présente section, que ces salariés aient un certificat de qualification ou non."

2° Les deux alinéas suivants sont ajoutés au paragraphe "b":

"Cependant, les salariés travaillant dans les limites de la juridiction du décret et qui doivent pensionner à proximité du chantier sont autorisés à travailler cinq (5) heures supplémentaires par semaine aux taux réguliers.

Les heures de commencement et de cessation du travail peuvent être changées pourvu que l'employeur en avise le comité paritaire."

3° Les paragraphes "c", "d" et "e" sont remplacés par les suivants:

"c) *Travail supplémentaire*: Tout travail exécuté en plus de la durée quotidienne régulière doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

Toutefois le travail exécuté entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m. doit être rémunéré au taux de salaire double excepté dans le cas de l'équipe de nuit, tel que prévu au paragraphe "d". Tout travail exécuté le samedi entre 8.00 a.m. et midi doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

Tout travail exécuté le Premier jour de l'An, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le Jour de Noël, le jour d'Action de Grâces, le 1er juillet (Confédération), la Fête du Travail, le Vendredi Saint, les samedis après-midi et les dimanches, doit être rémunéré à raison de salaire double.

Le 1er juillet (Confédération), la Fête du Travail et le Vendredi Saint, sont chômées et payées. La rémunération pour ces fêtes est calculée au pourcentage de 1¼% du salaire gagné additionné à chaque semaine au salaire hebdomadaire durant la durée de l'emploi du salarié."

"d) *Travail exécuté en dehors des heures normales*: Pour un travail occasionnel d'une durée inférieure à cinq (5) jours, il est possible de changer les heures fixées pour le commencement et la cessation du travail du lundi au vendredi, pourvu que l'employeur en avise le comité paritaire. Les salariés doivent alors être rémunérés comme suit:

1. Lorsque le travail commence avant midi, les conditions demeurent les mêmes, soit huit (8)

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 2, 1956;

WHEREAS the Minister of Labour has also given notice, in the issue of June 9, 1956, of the *Quebec Official Gazette*, of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to section XXI of the said decree;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

A) THAT the following provisions be added to section XXI of the said decree, No. 1121, concerning oil burner installations:

"The minimum wages of apprentices and junior mechanics shall be as follows:

	<i>Per hour</i>
Apprentice — 1st year of experience....	\$1.00
Junior mechanic — 2nd year of experience.....	1.25"

B) Section XXV (Part "C") of the said decree is amended as follows:

1° Paragraph 4 of subsection "a" is replaced by the following:

"4. Rates mentioned in the present section also apply to workmen doing preliminary work before the setting of any material governed by the present part, whether such workmen be certificated or not."

2. The following two paragraphs are added to subsection "b":

"However, employees working in the territorial jurisdiction of the decree and having to board on or near the site of the contract, shall be authorized to work five (5) hours overtime per week, at regular rates.

Changes as to the starting and the finishing times can be made providing the employer notifies the Joint Committee to that effect."

3. Subsections "c", "d" and "e" are replaced by the following:

"c) *Overtime*: All time worked in excess of the regular daily hours shall be paid at the rate of time and a half.

However all time worked between 10.00 p.m. and 8.00 a.m. shall be paid at the rate of double time, except in the case of the night shift, as provided in subsection "d". Work done on Saturday between 8.00 a.m. and 12.00 noon shall be paid at the rate of time and a half.

Time worked on New Year's Day, Queen's Birthday, St. John the Baptist Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Thanksgiving Day, July 1st, (Confederation Day), Labour Day, Good Friday, Saturday afternoons and Sundays shall be paid at the rate of double time.

July 1st, (Confederation Day), Labour Day and Good Friday shall be observed as holidays with pay. The remuneration for the above-mentioned holidays shall be calculated at 1¼% of the wages earned which shall be added each week to the employee's pay for the duration of the employee's service.

"d) *Work performed outside regular working hours*: For operations completed within five days, it is permissible to deviate from the established starting and finishing times during the week days from Monday to Friday providing the employer notified the Joint Committee to that effect. Employees shall then be paid as follows:

1. When the work starts before noon, working conditions remain the same, namely eight (8)

heures à temps simple et tout travail supplémentaire à temps et demi.

2. Lorsque le travail commence après midi et quelle que soit l'heure du commencement du travail dans l'après-midi ou dans la soirée, le salarié doit être payé à temps simple, sauf à partir de 10.00 p.m. où il doit être payé à temps double.

3. Pour les travaux d'une durée supérieure à cinq (5) jours, il est permis de changer les heures fixées pour le commencement et la cessation du travail, du lundi au vendredi seulement, pourvu que l'employeur en avise au préalable, par écrit, le comité paritaire, en indiquant son nom, le lieu du chantier et la durée approximative du travail.

Les huit (8) premières heures de travail sont payées à temps simple plus une indemnité de \$0.25 l'heure. Après huit (8) heures, le travail supplémentaire est payé à temps double.

4. Tout employeur qui engage un salarié ayant déjà travaillé pour un autre employeur dans le cours d'une même journée, doit obligatoirement le payer sur la base de salaire et demi après 5.00 p.m."

"e) Travail en dehors des limites de Montréal:

1. Les limites de Montréal pour les fins du présent article sont les points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet ordinaire de tramway ou d'autobus, Hampstead inclus.

2. *Travaux ou le salarié voyage matin et soir:* Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité de Montréal, qu'ils soient situés dans les limites de la juridiction territoriale du décret ou non, le salarié doit être payé au taux simple pour tout temps requis pour fins de déplacement à partir des limites de la cité de Montréal. L'indemnité ne doit pas être de moins d'une demi-heure ($\frac{1}{2}$) à l'aller et de même au retour.

3. *Travaux où le salarié doit pensionner:* Les frais de transport et de pension des salariés engagés dans la cité de Montréal pour exécuter des travaux en dehors de la dite cité doivent être remboursés par l'employeur en plus du salaire. Lorsque le salarié quitte Montréal pour se rendre sur le chantier, l'employeur doit lui faire une avance équivalente au coût du transport, plus le coût d'une semaine de pension. Cette avance doit être remboursée dès que le salarié est de retour du chantier. Chaque semaine, le salarié est remboursé de ses frais raisonnables de pension sur présentation d'un reçu.

4. Si le salarié doit travailler plus de deux (2) mois en dehors de la cité de Montréal, son employeur doit lui payer un voyage aller-retour tous les deux (2) mois. Atant que possible, ces voyages doivent être faits en fin de semaine et le salarié doit ne les entreprendre qu'après entente préalable avec son employeur.

5. Si la fin des travaux coïncide avec l'échéance d'une période de deux (2) mois et si deux (2) semaines au maximum sont nécessaires pour compléter définitivement les travaux, il n'est pas alloué de vacances pour cette période de deux (2) mois.

6. Le temps requis pour les fins de déplacement ne constitue pas un temps d'emploi. Toutefois, si un salarié est obligé de voyager pendant les heures régulières de travail, il a droit à son salaire régulier jusqu'à un maximum de huit (8) heures par jour.

7. Si le salarié doit voyager de nuit, l'employeur doit lui payer un lit sur le train; sinon, il doit lui payer la nuit comme si c'était une journée de travail de huit (8) heures. Ainsi si un salarié voyage 24 heures et que son employeur n'a pas payé de couchette, il a droit à deux périodes de

hours at regular rate and all overtime at the rate of time and a half.

2. When the work starts after twelve a.m. and at whatever hour it starts in the afternoon or the evening, the employees shall be paid straight time, except for work done after 10.00 p.m. where double time shall be paid.

3. When more than five (5) days are required for the completion of the work, it is permitted to deviate from the fixed starting and finishing times from Monday to Friday only, providing the employer notified the Joint Committee in writing and mentioned the name and the location of the job and the approximate duration of the work.

The first eight (8) hours of work shall be paid at regular time, plus an indemnity of \$0.25 per hour. After eight (8) hours of work, overtime shall be paid at double time.

4. Employers hiring a man who has already worked for another employer that same day shall necessarily pay him at the rate of time and one half after 5.00 p.m.

"e) Operations outside the limits of Montreal.

1. The limits of Montreal, for the purposes of the present section, shall be those extreme places that can be reached with an ordinary street car or bus fare, including Hampstead.

2. *Where workmen are to return home daily:* For work performed outside the limits of the city of Montreal, within or beyond the territorial jurisdiction, employees shall be paid single time for all travelling time beyond the city limits. The indemnity shall not be less than half an hour's pay per trip to and from work.

3. *Where workmen are not to return home daily:* Transportation and cost of board of employees hired in the city of Montreal to execute work outside of said city shall be reimbursed by the employer in addition to the wages. When an employee leaves Montreal to work outside of the city, the employer shall give him an amount equal to the transportation and boarding expenses for a week. This advance money must be reimbursed as soon as employees come back to Montreal. Every week, employees will be reimbursed their boarding expenses upon remittance of a proper voucher for same.

4. If the work outside of Montreal lasts more than two months, employees shall have their fare paid home once every two months by the employer. As much as possible, these trips will be done during week ends and after agreement with the employer.

5. When the completion of the work coincides with the end of a 2-month period, and a maximum of two weeks are necessary to terminate the contract, their shall be no vacation trip granted to the employees for this 2-month period.

6. Travelling time does not constitute working time. However, if an employee travels during regular working hours, he is entitled to his normal wages up to a maximum of eight (8) hours per day.

7. If an employee has to travel by night, the employer shall pay him a berth on the train; otherwise, he shall pay the wages of a day's work of 8 hours. Thus, if a workman travels 24 hours and has no berth on the train, he is entitled to the wages of two (2) periods of 8

huit (8) heures de salaire, à temps simple, pour sa période de voyage.

8. Cependant, le salarié n'a droit à aucune indemnité pour le temps passé en voyage lorsqu'il s'agit du voyage de congé pris tous les deux (2) mois, tel que prévu ci-haut.

4° Le paragraphe "g" est remplacé par le suivant:

"g) *Taux de salaires minima*: Les taux de salaires minima sont les suivants:

	<i>Taux horaires</i>
Poseur de marbre	\$2.10
Polisseur de marbre à la main	1.77
Poseur de tuile	2.10
Poseur de terrazzo	2.10
Polisseur de terrazzo à sec	1.91
Polisseur de terrazzo humide	1.71
Apprentis poseur de marbre, tuile et terrazzo:	
1ère année	1.15
2ème année	1.35
3ème année	1.70
4ème année	1.90
Apprentis polisseur de terrazzo à sec:	
1er trimestre	1.56
2ème trimestre	1.72
après six (6) mois	1.91
Apprentis polisseurs de terrazzo humide:	
1er trimestre	1.51
après trois (3) mois	1.71

Les taux actuellement payés aux apprentis s'ils sont supérieurs aux taux de la présente section ne doivent pas être diminués."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,
42789-o Greffier du Conseil Exécutif.

hours at single time, for his travelling day.

8. However, employees will not be entitled to any indemnity for travelling time for the holiday trip made every two months, as stipulated above.

4. Subsection "g" is replaced by the following:

"g) *Minimum wage rates*: The minimum wage rate are as follows:

	<i>per hour</i>
Marble setter	\$2.10
Hand marble polisher	1.77
Tile setter	2.10
Terrazzo layer	2.10
Terrazzo polishing operator:	
(dry)	1.91
(water polishing)	1.71
Apprentices in the trades of marble, tile and terrazzo setters:	
1st year	1.15
2nd year	1.35
3rd year	1.70
4th year	1.90
Terrazzo polishing machine apprentice-operator (dry):	
1st three months	1.56
2nd three months	1.72
After six months	1.91
Terrazzo polishing machine apprentice operator (wet):	
1st three months	1.51
After three months	1.71

The rates actually paid to apprentices, if higher than those established in the present part, shall not be reduced."

(Document "B" annexed to the order)

L. DÉSILETS,
42789-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 731

Québec, le 11 juillet 1956.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux employés de garage dans la ville de Mégantic et un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

1° QUE le décret numéro 1041 du 4 août 1948, relatif aux employés de garage dans la ville de Mégantic et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit.

2° QUE la constitution et les règlements généraux et spéciaux du Comité paritaire de l'Auto-Voiture de Mégantic, chargé de surveiller et d'assurer l'observance dudit décret, approuvés par les arrêtés en conseil numéros 1127-A du 1er septembre 1948 et 974-B du 30 août 1950, soient également annulés et abrogés à toutes fins que de droit.

L. DÉSILETS,
42789-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 731

Quebec, July 11, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING the repeal of the decree relating to garage employees in the town of Megantic and a radius of five (5) miles from its limits.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

1. THAT the decree number 1041 of August 4th, 1948, relating to garage employees in the town of Megantic and a radius of five (5) miles from its limits, be annulled and repealed for all purposes of the law.

2. THAT the constitution and general and special by-laws of "Le Comité paritaire de l'Auto-Voiture de Mégantic", entrusted with the administration of the said decree, approved by Orders in Council numbers 1127-A of September 1st, 1948 and 974-B of August 30th, 1950, be also annulled and repealed for all purposes of the law.

L. DÉSILETS,
42789-o Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de biens Action for Separation as to Property

Canada, Province de Québec, district d'Iberville, Cour Supérieure N° 8946. Dame Lucille Tarte, commis de la cité de St-Jean, district d'Iberville, demanderesse, vs Hector Doxtrader, de la cité de St-Jean, district d'Iberville, défendeur.

Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de biens a été instituée en la présente cause le 6 juillet 1956.

Saint-Jean, P.Q., 10 juillet 1956.

Le Procureur de la demanderesse,
42793-o (Signé) MAURICE J. DEMERS.

Canada, Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court No. 8946. Dame Lucille Tarte, clerk, of the city of St. Jean, district of Iberville, plaintiff; vs Hector Doxtrader, of the city of St. Jean, district of Iberville, defendant.

Notice is hereby given that an action for separation as to property has been instituted in this case July 6th 1956.

Saint-Jean, P.Q., July 10th, 1956.

(Signed) MAURICE J. DEMERS,
42793-o Attorney for the plaintiff.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse d'Économie des Employés de — Crane — Employees Credit Union", en date du 15 juin 1956, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-juin 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42794-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse d'Économie — Trio — Credit Union", en date du 19 mai 1956, dont le siège social est situé à Rock-Island, comté de Stanstead, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le sept juin 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42795-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse d'Économie des Employés de — Meco — Employees Credit Union", en date du 6 juin 1956, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétariat de la province, le dix-neuf juin 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42796-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse d'Économie des Employés — Elmhurst — Employees Credit Union", en date du 12 juin 1956, dont le siège social est situé à Lachine, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse d'Économie des Employés de — Crane — Employees Credit Union", under date of June 15, 1956, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of June 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42794 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation syndicate "La Caisse d'Économie — Trio — Credit Union" under date May 19, 1956, whereof the head office is at Rock-Island, county of Stanstead and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of June, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42795 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse d'Économie des Employés de — Meco — Employees Credit Union" under date of June, 1956, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of June, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42796 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse d'Économie des Employés — Elmhurst — Employees Credit Union", under date of June 12, 1956, whereof the head office is at Lachine, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-neuf juin 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42797-0 JEAN BRUCHÉSI.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of June 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42797 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse d'Économie — St. Jude — Credit Union", en date du 8 juin 1956, dont le siège social est situé à Ville Jacques-Cartier, comté de Chambly, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-neuf juin 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42798-0 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse d'Économie — St. Jude — Credit Union", under date of June 8, 1956, whereof the head office is at City of Jacques Cartier, county of Chambly, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of June 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42798 Under Secretary of the Province.

(P.G. 11553-56)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le vingt-deux juin 1956, les règlements généraux nos 1 à 38 inclusivement, et les règlements nos 39, 40, 41 et 42 de "La Corporation de l'Hôpital St-Ambroise de Loretteville", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-six juin 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42802-0 JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 11553-56)

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved on the twenty-second day of June 1956, general by-laws Nos. 1 to 38 inclusive, and by-laws Nos. 39, 40, 41 and 42 of "La Corporation de l'Hôpital St-Ambroise de Loretteville", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-sixth day of June 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42802 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi de syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi II George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le onze juillet 1956, la fin de l'existence corporative de "L'Association des Employés d'Hôtels et de Restaurants Incorporée", dont la constitution en syndicat professionnel, sous le nom originaire de "L'Association des Garçons et des Filles de Table", avait été autorisée le 12 juillet 1940, avec siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le treize juillet 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42788-0 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 4492-48)

INSPIRATION MINING AND DEVELOPMENT
COMPANY, LIMITED

Règlement N° 36

"Que l'article N° 6 des règlements généraux de la compagnie, tel qu'amendé par le règlement N° 35, soit et il est, par les présentes, amendé de nouveau en rayant les mots — "Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de sept directeurs" et substituant les mots "Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de neuf directeurs"; et

Que l'article N° 6 des règlements généraux de la compagnie soit et il est, par les présentes, amendé de nouveau en rayant les mots "Deux

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that, in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added to by Act II George VI, chapter 52, section 5, the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on July the eleventh, 1956, the termination of the corporate existence of "L'Association des Employés d'Hôtels et de Restaurants Incorporée", whose incorporation into a professional syndicate under the original name of "L'Association des Garçons et des Filles de Table", had been authorized on July 12, 1940, with head office at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July thirteenth, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42788 Under Secretary of the Province.

(A.G. 4492-48)

INSPIRATION MINING AND DEVELOPMENT
COMPANY LIMITED

By-law No. 36

"That Section No. 6 of the General By-laws of the company, as amended by by-law No. 35, be and the same is hereby further amended by deleting therefrom the words — "The affairs of the company shall be managed by a Board of Seven Directors" and substituting therefor the words "The affairs of the company shall be managed by a Board of nine Directors"; and

That section No. 6 of the general by-laws of the company be and the same is hereby further amended by deleting therefrom the words "Two

de ses directeurs formeront quorum" et substituant les mots "Cinq de ses directeurs formeront quorum".

Certifié vraie copie.

42807 Le Secrétaire,
J. M. FORBES.

of such directors shall form a quorum" and by substituting therefor the words "Five of such Directors shall form a quorum".

Certified a true copy.

42807-o J. M. FORBES,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Les Cèdres", en date du 5 juin 1956, dont le siège social est situé aux Cèdres, comté de Soulanges, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le onze juin 1956.

42815-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 2490-53)

AVIS

(Loi des compagnies à fonds social étrangères)

Avis est donné que, par une nouvelle procuration en date du 14 mars 1956, M. J. Austin Murphy, C.R., de Montréal, a été nommé agent principal de "Yates Uranium Mines, Inc.", compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à faire affaires en cette province en vertu de la loi ci-haut mentionnée. Avis est également donné que l'adresse du principal bureau d'affaires de ladite compagnie en cette province est la suivante: chambre 725, 132, rue Saint-Jacques, ouest, Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le dix-sept juillet 1956.

42821-o Le Sous-secrétaire, de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Les Cèdres" under date June 5, 1956, whereof the head office is at aux Cèdres, County of Soulanges, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of June 1956.

42815 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(P. Sec. 2490-53)

NOTICE

(Extra-Provincial Companies' Act)

Notice is given that, by recent power of attorney dated March 14, 1956, Mr. J. Austin Murphy, Q.C., of Montreal, has been appointed Chief Agent for "Yates Uranium Mines, Inc.", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in this Province in accordance with the Act hereinabove mentioned. Notice is also given that the address of the head office is the following: Room 725, 132 St. James street, West, Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, the seventeenth day of July 1956.

42821 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

AVIS DE LA DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

Prenez avis que la compagnie "Marcoux Express Limitée" demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

(Signé) GUSTAVE TASCHEREAU, notaire.
42804-o

B & H CONSTRUCTION LIMITED

Avis est donné conformément à la loi des compagnies de Québec, que la compagnie "B & H Construction Limited" demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 14 juillet 1956.
42816-o L'Avocat et procureur,
YVES LEDUC.

"ALUMA ROLL (CANADA) LTD."

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Aluma Roll (Canada) Ltd.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général

Charters — Surrender of

NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Take notice that the company "Marcoux Express Limitée" shall apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

(Signed) GUSTAVE TASCHEREAU, notary,
Attorney for Company.
42804

B & H CONSTRUCTION LIMITED

Notice is hereby given that "B & H Construction Limited", according to the Quebec Companies' Act, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, July 14th, 1956.
42816-o YVES LEDUC,
Attorney.

"ALUMA ROLL (CANADA) LTD."

Notice is hereby given that "Aluma Roll (Canada) Ltd.", a corporation constituted under The Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal will apply to the Attorney General for the Province of Quebec

de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 16e jour de juillet 1956.
Le Procureur de Aluma Roll (Canada Ltd.),
JACK RUDNER, B.A., LL.L.,
159 ouest, rue Craig, Suite 919,
Montréal, Québec.

42817

"ATLANTIC STEEL COMPANY LIMITED"

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Atlantic Steel Company Limited", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 16e jour de juillet 1956.

Le Procureur de Atlantic Steel Company Limited
JACK RUDNER, B.A. LL.L.,
159 ouest, rue Craig, suite 919,
Montréal, Québec.

42818

for leave to surrender its charter under the provisions of The Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 16th day of July, 1956.
JACK RUDNER, B.A., LL.L.,
159 Craig W., Suite 919,
Montreal, Quebec.
Attorney for Aluma Roll (Canada) Ltd.

42817-o

"ATLANTIC STEEL COMPANY LIMITED"

Notice is hereby given that "Atlantic Steel Company Limited" a corporation constituted under The Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal will apply to the Attorney General for the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of The Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 16th day of July, 1956.

JACK RUDNER, B.A., LL.L.,
159 Craig W., Suite 919,
Montreal, Quebec.
Attorney for Atlantic Steel Company Limited.

42818-o

Compagnies autorisées à faire
des affaires

Companies Licensed to do
Business

(Sec. P. 418-56)

AVIS D'AUTORISATION
(Loi des compagnies minières de Québec)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Boreas Mines Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, débentures et autres valeurs.

Le siège social dans la province sera à chambre 907, 437 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toutes procédures prises contre elle, est M. Alec Phelps Grigg, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de la cité de Westmount, et domicilié actuellement au numéro civique 346 avenue Olivier.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

42788

(P. Sec. 418-56)

NOTICE OF AUTHORIZATION
(Quebec Mining Companies' Act)

Notice is hereby given that the Company "Boreas Mines Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is to be at Room 907, 437 St. James Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Alec Phelps Grigg, advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, and there presently residing at civic number 346 Olivier Avenue.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

42788-o

(P. Sec. 417-56)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Léonard Construction Company" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province, sera à 2000 édifice Aldred, 507 Place d'Armes, cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. W. H. Laidley, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

42788

(P. Sec. 417-56)

Notice is hereby given that "Léonard Construction Company" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said Company in the Province is to be at 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against its is Mr. W. H. Laidley, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
Assistant Provincial Secretary.

42788-o

(P. Sec. 415-56)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Ranney Method Water Supplies, Inc." a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera à 2000 édifice Aldred, 507 Place d'Armes, cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. W. H. Laidley, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42788 JEAN BRUCHÉSI.

(P. Sec. 415-56)

Notice is hereby given that "Ranney Method Water Supplies, Inc.", has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be at 2000 Aldred Bldg., 507 Place d'Armes, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. W. H. Laidley, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42788-o Assistant Provincial Secretary.

(P. Sec. 408-56)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "R. T. Collins Builders, Ltd." a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera à 2000 édifice Aldred, 507 Place d'Armes, cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. W. H. Laidley, à l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42788-o JEAN BRUCHÉSI.

(P. Sec. 408-56)

Notice is hereby given that "R. T. Collins Builders, Ltd." has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be at 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. W. H. Laidley, of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42788 Assistant Provincial Secretary.

(P. Sec. 409-56)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Safety Industries, Inc." (auparavant The Safety Car Heating and Lighting Company, Inc.) a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est à 5485 ouest, rue Notre-Dame, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. Richard Alfred Walsh, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42788 JEAN BRUCHÉSI.

(P. Sec. 409-56)

Notice is hereby given that "Safety Industries, Inc." (formerly The Safety Car Heating and Lighting Company, Inc.) has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is at 5485 Notre Dame Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Richard Alfred Walsh, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42788-o Assistant Provincial Secretary.

(P. Sec. 398-56)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Torbrook Iron Ore Mines Limited" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est à suite 26 & 28, 1160 rue Peel, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. Aurèle Brisson, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
42788 JEAN BRUCHÉSI.

(P. Sec. 398-56)

Notice is hereby given that "Torbrook Iron Ore Mines Limited" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is Suite 26 & 28, 1160 Peel Street, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Aurèle Brisson, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
42788-o Assistant Provincial Secretary.

Demande à la Législature

Application to Legislature

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine Session de la Législature de Québec, un projet de loi pour admettre Milos Paunovic, de Montréal, à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat dans la Province de Québec.

The undersigned gives notice that he shall submit to the next Session of the Legislature of Quebec, a draft bill in order that Milos Paunovic, of Montreal, may be admitted to the study and practice of the profession of advocate in the Province of Quebec.

42814-29-4-0 CHARLES CODERRE, c.r.

42814-29-4 CHARLES CODERRE, q.c.

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 939-55.

Québec, le 9 juillet 1956.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Julienne paroisse, dans le comté de Montcalm, le lot N° 346 rang I du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Julienne-de-Rawdon, pour l'annexer à la municipalité scolaire de St-Liguori, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
42679-29-2-0 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 939-55.

Quebec, July 9, 1956.

Application is made to detach from the School Municipality of St. Julienne parish, in the county of Montcalm, lot No. 346, Range I of the official cadastre of the parish of St. Julienne-de-Rawdon, in order that it be annexed to the School Municipality of St. Liguori, same county.

42679-29-2 O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 186-53.

Québec, le 3 juillet 1956.

L'avis suivant remplace celui publié dans la "Gazette officielle de Québec", des 16 et 23 juin 1956 et l'Erratum publié dans celle du 23 juin 1956.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Kiamika dans le comté de Labelle, les lots 46 à 52 inclusivement des rangs V et VI; 41 à 52 inclusivement du rang VII et 1 à 13 inclusivement des rangs VIII, IX, X et XI du cadastre officiel du canton de Kiamika, pour les annexer à la municipalité scolaire de Val Barrette, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
42770-28-2 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 186-53.

Quebec, July 3, 1956.

The following notice replaces that published in the "Quebec Official Gazette", of June 16 and 23, 1956 and the Erratum published in that of June 23, 1956.

Application is made to detach from the school municipality of Kiamika in the county of Labelle, lots 46 to 52 inclusively of ranges V and VI; 41 to 52 inclusively of range VII and 1 to 13 inclusively of ranges VIII, IX, X and XI of the official cadastre of the township of Kiamika, to annex them to the school municipality of Val Barrette, same county.

42770-28-2 O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 542-56.

Québec, le 5 juillet 1956.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire catholique de la paroisse de Longueil, dans le comté de Chambly, en celui de la municipalité scolaire de la cité de Jacques-Cartier, comté de Chambly.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
42775-28-2-0 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 542-56.

Quebec, July 5, 1956.

Application is made to change the name of the Catholic school municipality of the parish of Longueil, in the county of Chambly, into that of the Catholic school municipality of the city of Jacques-Cartier, county of Chambly.

42775-28-2 O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de St-François-du-Lac, division d'enregistrement d'Yamaska.

Official cadastre of the parish of St. François-du-Lac, registration division of Yamaska.

Avis est par la présente donné que les lots 338-1 et 339-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 338-1 and 339-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 30 mai 1956.

Quebec, May 30, 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
42790-0 AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent,

Official cadastre of the parish of St. Laurent,

(maintenant cité de St-Laurent), division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 483-11 à 483-14, 483-20 à 483-23 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 juillet 1956.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,

Le Sous-ministre,

AVILA BÉDARD.

42790-o

(now city of St. Laurent), registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 483-11 to 483-14, 483-20 to 483-23 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 9, 1956.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,

AVILA BÉDARD,

Deputy Minister.

42790-o

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, établi en exécution du décret numéro 99, du 29 janvier 1948 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 693 du 4 juillet 1956, section "E", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q., 1941, chapitre 163) à prélever des cotisations des-employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er août 1956 au 31 juillet 1957; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 99 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 99 et amendements doivent également payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires gagnés dans l'exécution d'un travail régi par ledit décret.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 99 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des prélèvements, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal, formed under decree number 99 of January 29th, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 693 of July 4th, 1956, part "E", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163) to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from August 1st, 1956 to July 31st, 1957 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree, No. 99 and amendments shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said Decree.

b) All artisans subject to Decree No. 99, and amendments, must also pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages earned for work governed by the said Decree.

c) The employees governed by the said Decree, No. 99 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed return forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to demand sworn reports every time it deems it advisable.

The report, together with levies, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which said report is requireable.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, pour la période comprise entre le 1er août 1956 et le 31 juillet 1957.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES ACCESSOIRES DE MODE DANS L'ÎLE DE MONTRÉAL

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er août 1956 et le 31 juillet 1957.

Recettes:
Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$5,700.00
Salariés.....	5,700.00
	\$11,400.00

Déboursés:

Salaires.....	\$5,720.00
Inspection.....	1,924.00
Frais légaux.....	350.00
Vérification.....	150.00
Loyer.....	720.00
Impressions et papeterie.....	300.00
Taxes et assurance.....	175.00
Téléphone.....	170.00
Timbres-poste et assurance chômage..	165.00
Frais judiciaires.....	250.00
Dépenses d'inspection.....	250.00
Réserve.....	1,226.00
	\$11,400.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 juillet 1956. 42789-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) que le Comité paritaire de l'Alimentation en Détail de Sherbrooke et Région, établi en exécution du décret numéro 20 du 5 janvier 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 693 du 4 juillet 1956 (section "C"), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 20 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal for the period comprised between August 1st, 1956 and July 31st, 1957, is hereto annexed.

THE PARITY COMMITTEE OF THE FASHION ACCESSORIES INDUSTRY ON THE ISLAND OF MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between August 1st, 1956 and July 31st, 1957.

Receipts:
Levies (½ of 1%):

Professional employers.....	\$ 5,700.00
Employees.....	5,700.00
	\$11,400.00

Expenditures:

Salaries.....	\$5,720.00
Inspection.....	1,924.00
Legal fees.....	350.00
Accountancy.....	150.00
Rent.....	720.00
Printing & Stationary.....	300.00
Taxes & Insurance.....	175.00
Telephone.....	170.00
Postage & Unemployment Insurance	165.00
Court Expenses.....	250.00
Inspection expenses.....	250.00
Reserve.....	1,226.00
	\$11,400.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 21st, 1956. 42789-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), as amended, that the Parity Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke and vicinity, formed under decree number 20 of January 5, 1955, has been authorized by a by-laws approved by Order in Council number 693 of July 4th, 1956, (Part "C"), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. Assessments

The period of levy extends from July 1st, 1956 to June 30th, 1957; such levy shall be applied as follows:

a) All professional employers governed by the said decree, number 20, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards employees governed by the said decree.

b) All artisans governed by the said decree,

20 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen fixé par le Comité à \$20.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 20 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Alimentation en détail de Sherbrooke et Région pour la période comprise entre le 1er juillet 1956 et le 30 juin 1957.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'ALIMENTATION EN DÉTAIL DE SHERBROOKE ET RÉGION

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1956 et le 30 juin 1957.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$2,400.00
Artisans	500.00
Salariés	2,400.00
Recettes diverses	200.00
	\$5,500.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire	\$1,600.00
Frais de déplacement:	
Inspections	1,110.00
Administration	500.00
Loyer de bureau	600.00
Frais légaux	100.00

number 20, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage rate fixed at \$20.00 per week by the Committee.

c) All employees governed by the said decree, number 20, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be mentioned.

The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given five days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke and Vicinity, for the period comprised between July 1st, 1956 and June 30th, 1957.

THE PARITY COMMITTEE OF THE RETAIL FOOD TRADE OF SHERBROOKE AND VICINITY

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between July 1st, 1956 and June 30th, 1957.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$2,400.00
Artisans	500.00
Employees	2,400.00
Miscellaneous	200.00
	\$5,500.00

<i>Disbursements:</i>	
Wages:	
Secretary	\$1,600.00
Travelling Expenses:	
Inspection	1,110.00
Administration	500.00
Office Rent	600.00
Legal Fees	100.00

Papeterie, impressions, timbres, téléphone.....	200.00	Stationery, printing, postage, telephone.....	200.00
Ameublement et accessoires de bureau.....	100.00	Furniture and Fixtures.....	100.00
Vérification des livres.....	100.00	Auditing.....	100.00
Assurances et frais de cautionnement.....	5.00	Insurance and fidelity bond.....	5.00
Frais de déplacement du président et des membres.....	50.00	Travelling expenses of president and members.....	50.00
Jetons de présence aux membres du comité.....	200.00	Committee members attendance fees.....	200.00
Taxes d'affaires et autres.....	25.00	Business and other taxes.....	25.00
Publicité.....	310.00	Publicity.....	310.00
Dépenses diverses et imprévus.....	600.00	Miscellaneous and unforeseen expenses.....	600.00
	\$5,500.00		\$5,500.00

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 juillet 1956. 42789-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 21st, 1956. 42789-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, établi en exécution du décret numéro 706 du 7 juillet 1954 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 693 du 4 juillet 1956, section "A" le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 30 juin 1956 au 30 juin 1957; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 706 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 706 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le plus rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 706 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité paritaire, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, formed under decree number 706 of July 7th, 1954, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 693 of July 4, 1956, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from June 30th, 1956 to June 30th, 1957; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 706, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 706, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the highest wages established in the decree for employees.

c) The employees governed by the said decree, number 706, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given.

Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, on behalf of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their wages.

Professional employers shall forward their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employers and the sums payable to the Parity Committee

a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Camionnage du District de Québec, pour la période comprise entre le 30 juin 1956 et le 30 juin 1957.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DU DISTRICT OF QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1956 et le 30 juin 1957.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$10,500.00
Salariés.....	10,500.00
Artisans.....	1,200.00
	<u>\$22,200.00</u>

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire et employés de bureau.....	\$ 7,000.00
Salaires des inspecteurs.....	6,000.00
Frais de déplacements:	
Inspecteurs.....	600.00
Administration.....	720.00
Loyer et entretien de bureau.....	1,500.00
Frais légaux.....	1,500.00
Papeteries, impressions, timbres, téléphone etc.,.....	800.00
Ameublement et accessoires de bureau.....	500.00
Frais de vérification et banque.....	200.00
Assurances, publicité et assurance chômage.....	300.00
Déplacements du président et des membres jetons de présence.....	1,560.00
Dépréciation.....	400.00
Divers.....	1,120.00
	<u>\$22,200.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 juillet 1956. 42789-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la Région de Québec, établi en exécution du décret numéro 973 du 30 juin 1948

by their employees. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employers, the artisans and the employees, without notice from the committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, for the period between June 30th, 1956 and June 30th, 1957.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DU DISTRICT DE QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the period between June 30th, 1956 and June 30th, 1957.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$10,500.00
Employees.....	10,500.00
Artisans.....	1,200.00
	<u>\$22,200.00</u>

<i>Disbursements:</i>	
Secretary and office employees salaries.....	\$7,000.00
Inspectors salaries.....	6,000.00
Travelling expenses:	
Inspectors.....	600.00
Management.....	720.00
Rent and office upkeep.....	1,500.00
Legal fees.....	1,500.00
Stationery, Printing, Postage, Telephone, etc.....	800.00
Office furniture and equipment.....	500.00
Audition and bank charges.....	200.00
Insurance, publicity and unemployment insurance.....	300.00
Travelling expenses of president and members, attendance fees.....	1,560.00
Depreciation.....	400.00
Miscellaneous.....	1,120.00
	<u>\$22,200.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 21, 1956. 42789-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of Metal Trades of the Quebec district formed under decree number 973 of June 30, 1948, has been authorized

a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 693 du 4 juillet 1956, section "D", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après décrites:

by a by-law approved by Order in Council number 693 of July 4th, 1956, part "D" to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees, according to the following conditions:

1. *Cotisation*

1. *Assessments*

La période de cotisation s'étend du 10 juillet 1956 au 10 juillet 1957; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from July 10, 1956, to July 10, 1957; this levy shall be laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount, equivalent to 1/2 of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire moyen de \$36.00 par semaine.

b) The artisans governed by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the averages wage of \$36.00 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.

2. *Mode de perception*

2. *Mode of collection*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a deduction from their wages.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiry of the period for which it is exigible; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Committee by his employees. The Committee has the right to demand sworn reports whenever it deems it advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice from the Committee.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Rapport financier*

3. *Financial report*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

In pursuant of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March, 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Métallurgie de la région de Québec, pour la période comprise entre le 10 juillet 1956 et le 10 juillet 1957.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Metal Trades Parity Committee of the Quebec District for the period between July 10, 1956 and July 10, 1957.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA
MÉTALLURGIE DE LA RÉGION DE QUÉBEC
330, rue St-Roch, Québec.

METAL TRADES PARITY COMMITTEE OF THE
QUEBEC DISTRICT
330 St-Roch Street, Québec, Que.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 10 juillet 1956 et le 10 juillet 1957.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 10, 1956 and July 10, 1957.

<i>Recettes:</i>		<i>Receipts:</i>	
Cotisations (½ de 1%):		Assessments (½ of 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 6,370.00	Professional employers	\$ 6,370.00
Salariés	6,370.00	Employees	6,370.00
Artisans	260.00	Artisans	260.00
	<hr/>		<hr/>
	\$13,000.00		\$13,000.00
<i>Déboursés:</i>		<i>Disbursements:</i>	
Salaires:		Salaries:	
Secrétaire	\$ 4,035.00	Secretary	\$ 4,035.00
Inspecteur	4,035.00	Inspectors	4,035.00
Frais de déplacement:		Travelling expenses:	
Inspecteur	200.00	Inspectors	200.00
Administration	400.00	Administration	400.00
Loyer du bureau	480.00	Office rent	480.00
Frais légaux	800.00	Legal fees	800.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone	360.00	Stationery, printing, postage, telephone	360.00
Ameublement et accessoires de bureau	100.00	Furniture and office equipment	100.00
Vérification des livres	100.00	Audition	100.00
Assurance et frais de cautionnement et fonds de pension	700.00	Insurance and fidelity bond and pension fund	700.00
Jetons de présence aux membres du Comité	600.00	Meeting expenses of the committee members	600.00
Bureau des Examineurs	800.00	Board of examiners	800.00
Dépréciation	50.00	Depreciation	50.00
Dépenses diverses et imprévues	350.00	Miscellaneous and unforeseen expenses	350.00
	<hr/>		<hr/>
	\$13,000.00		\$13,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 juillet 1956. 42789-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 21st, 1956. 42789-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du Commerce de Détail d'Asbestos, établi en exécution du décret numéro 622 du 20 juin 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 693 du 4 juillet 1956, section "B", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret et ses amendements, suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 30 juin 1956 au 30 juin 1957; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 622 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 622 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$30.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 622 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos, formed under decree number 622 of June 20th, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 693 of July 4th, 1956, part "B", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans governed by the said decree and its amendments, according to the method and rate hereafter described:

1. Assessments

The period of levy extends from June 30th, 1956 to June 30th, 1957; the levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 622 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll in respect of all employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 622 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen i.e. \$30.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 622 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the

des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail d'Asbestos, pour la période comprise entre le 30 juin 1956 et le 30 juin 1957.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE
DÉTAIL D'ASBESTOS
Siège social: Asbestos, Qué.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1956 et le 30 juin 1957.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$1,089.79
Salariés	1,089.79
Artisans	357.40
	\$2,536.98

<i>Déboursés:</i>	
Secrétariat	\$1,520.00
Administration	120.00
Frais légaux	60.00
Papeterie, timbres, etc.	60.00
Vérification des livres	54.00
Jetons de présence	540.00
Dépenses diverses et imprévus	60.00
	\$2,414.00
Surplus prévu	122.98
	\$2,536.98

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 juillet 1956.

42789-0

3. Financial report

professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. Professional employers shall complete and sign their report, and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their wages.

Professional employers shall forward their monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent with the assessments of the professional employers and those of their employees. The Committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by the present by-law is payable every month by the professional employers, the artisans and the employees without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he shall be notified to do so within five (5) days.

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30 and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos for the period between June 30th, 1956 and June 30th, 1957.

THE JOINT COMMITTEE OF THE RETAIL
TRADE OF ASBESTOS
Head Office: Asbestos, Quebec.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between June 30th, 1956 and June 30th, 1957.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$1,089.79
Employees	1,089.79
Artisans	357.40
	\$2,536.98

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's office	\$1,520.00
Administration	120.00
Legal fees	60.00
Stationery, postage, etc.	60.00
Audition	54.00
Meeting expenses	540.00
Various and unforseen expenses	60.00
	\$2,414.00
Probable surplus	122.98
	\$2,536.98

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 21st, 1956.

42789-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au métier de coiffeur pour dames dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 789 du 23 juillet 1952, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Que l'article II soit radié et remplacé par le suivant:

"II. *Jurisdiction territoriale*: La jurisdiction territoriale déterminée par le décret comprend l'île de Montréal et les villes de St-Lambert, Longueuil, Montréal-Sud, Ville Jacques-Cartier, Mackayville, Prévile, Ville Lemoyne et Greenfield Park."

2° Que les paragraphes "a", "c", et "e" de l'article IV soient remplacés par les suivants:

"a) La durée maximum des heures de travail pour tous salariés et apprentis est de quarante-huit (48) heures par semaine.

Les heures de travail sont réparties de la façon suivante:

1° Entre 9.00 a.m. et 7.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi;

2° Entre 9.00 a.m. et 9.00 p.m. les vendredi, ainsi que tous les jours ouvrables du 15 au 31 décembre inclusivement.

3° Entre 9.00 a.m. et 4.00 p.m. le samedi."

"c) L'employeur doit allouer aux salariés qui sont à son emploi au moins une (1) heure chaque jour pour le repas du midi et une (1) heure pour le repas du soir, les vendredi et tous les jours ouvrables entre les 15 et 31 décembre inclusivement de chaque année, alors que le travail peut se continuer jusqu'à 9.00 p.m."

"e) Aucun travail faisant l'objet de la jurisdiction professionnelle du décret, ne peut être exécuté avant 9.00 a.m. tous les jours de la semaine et après 7.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi et jeudi, 9.00 p.m. les vendredi et les jours ouvrables entre le 15 et 31 décembre de chaque année et 4.00 p.m. les samedi."

3° Que l'article V, soit remplacé par le suivant:

"V. *Fêtes chômées obligatoires*: Aucun travail ne doit être exécuté dans les salons de coiffure ou de beauté, les dimanches, le premier de l'An, le Jour des Rois (Épiphanie), l'Ascension, la Fête de St-Jean-Baptiste, le Jour de la Confédération, le Jour de l'Action-de-Grâce, le Jour de la Toussaint, la Fête du Travail, Fête de l'Immaculée-Conception et de Noël."

4° Que les alinéas 1, 2, et 3 du paragraphe "a" de l'article VI soient remplacés par les suivants:

"1° Pour le maître-coiffeur régulier \$35.00 par semaine plus une commission de 10% sur toutes les recettes de son travail, excédant le salaire minimum ou le salaire de base qu'il reçoit, si ce dernier est plus élevé que le minimum ci-haut mentionné."

"2° Pour le coiffeur régulier \$30.00 par semaine plus une commission de 10% sur toutes les recettes de son travail, excédant le salaire minimum ou le salaire de base qu'il reçoit, si ce dernier est plus élevé que le minimum ci-haut mentionné."

"3° Pour le compagnon-coiffeur régulier \$28.00 par semaine plus une commission de 10% sur toutes les recettes de son travail excédant le salaire minimum ou le salaire de base qu'il reçoit, si ce dernier est plus élevé que le minimum ci-haut mentionné."

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the ladies hairdressers' trade in the region of Montreal, rendered obligatory by the decree No. 789 of July 23, 1952, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended, as follows:

1. That section II be deleted and replaced by the following:

"II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction determined by the decree comprises the Island of Montreal and the towns of St. Lambert, Longueuil, Montreal-Sud, Ville Jacques-Cartier, Mackayville, Prévile, Ville Lemoyne and Greenfield Park."

2. That subsections "a", "c" and "e" of section IV be replaced by the following:

"a) Duration of work: The maximum number of hours of work for all employees and apprentices shall consist of forty-eight (48) hours per week.

The hours of work shall be distributed as follows:

1. 9.00 a.m. to 7.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday;

2. 9.00 a.m. to 9.00 p.m. Friday as well as all working days from December 15 to December 31 inclusive;

3. 9.00 a.m. to 4.00 p.m. Saturday."

"c) The employer shall give his employees at least one (1) hour each day for the noon meal, and one (1) hour for the evening meal on Friday and every working day between December 15 and 31 inclusive, of each year where hours of work may be extended until 9.00 p.m."

"e) No work covered by the professional jurisdiction of the decree may be performed before 9.00 a.m. every day of the week and after 7.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, or 9.00 p.m. on Friday and working days between December 15 and December 31 of each year, or 4.00 p.m. on Saturday.

3. That section V be replaced by the following:

"V. *Days to be kept as holidays*: No work shall be performed in hairdressing or beauty parlors on Sunday, New Years' Day, Epiphany, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Thanksgiving Day, All Saints Day, Labour Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day."

4. That the paragraphs 1, 2 and 3 of subsection "a" of section VI be replaced by the following:

"1. For the regular master-hairdresser: \$35.00 per week plus a 10% commission on all receipts of his work exceeding the minimum wage or the basic wage paid to him, whichever be the higher."

"2. For the regular hairdresser: \$30.00 per week plus a 10% commission on all receipts of his work exceeding the minimum wage or the basic wage paid to him, whichever be the higher."

"3. For the regular journeyman-hairdresser: \$28.00 per week plus a 10% commission on all receipts of his work exceeding the minimum wage or the basic wage paid to him, whichever be the higher."

5° Que le paragraphe "g" de l'article VI soit radié.

6° Qu'à l'article VIII (prix minima des services), les prix des item suivants soient remplacés par les suivants:

"Ondulation à l'eau (mise en plis)..... \$1.25
 Massage ordinaire..... 1.50"

7° Que les paragraphes d-3 et d-5 de l'article IX soient remplacés par les suivants:

"3° Le nombre d'apprentis coiffeurs ou manucures-esthéticiennes dans un salon de coiffure ou de beauté ne doit jamais excéder la proportion ci-dessous indiquée;

Deux (2) apprentis par salon où travaille une personne détenant un certificat de Maître-coiffeur ou de Coiffeur.

Trois (3) apprentis par salon où travaillent régulièrement deux (2) personnes détenant le certificat de compétence.

Quatre (4) apprentis par salon où travaillent régulièrement trois (3) personnes détenant le certificat de compétence.

Cinq (5) apprentis par salon où travaillent régulièrement quatre (4) personnes détenant un certificat de compétence.

Six (6) apprentis par salon où travaillent régulièrement cinq (5) personnes détenant un certificat de compétence.

Sept (7) apprentis par salon où travaillent régulièrement six (6) personnes ou plus détenant un certificat de compétence."

"5° Le salaire minimum de l'apprenti est le suivant.

	<i>par semaine</i>
Premier semestre.....	\$10.00
Deuxième semestre.....	12.00
Troisième semestre.....	15.00
Quatrième semestre.....	18.00
Cinquième semestre.....	21.00
Sixième semestre.....	25.00"

8° Que le premier alinéa de l'article X soit remplacé par le suivant:

"X. L'employeur désirant se dispenser des services d'un salarié après une période de deux (2) semaines, doit lui donner un avis d'au moins une (1) semaine à l'avance ou sinon, il doit lui payer le salaire d'une semaine."

9° Que le paragraphe "c" de l'article XII soit remplacé par le suivant:

"c) Il est interdit d'offrir gratuitement les services mentionnés à l'article VIII du décret, d'en réduire le prix minimum ou de donner quelque objet que ce soit comme prime ayant pour but et fait de réduire les prix minima."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
 Québec, le 14 juillet 1956. 42789-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163

5. That subsection "g" of section VI be deleted.

6. That, in section VIII, (minimum prices of services), the prices for the following items be replaced by the following:

"Water wave..... \$1.25
 Ordinary massage..... 1.50"

7. That subsections d-3 and d-5 of section IX be replaced by the following:

"3. The number of hairdresser apprentices or manucure-aestheticians apprentices in a hair-dressing or beauty parlor shall never exceed the following proportions:

Two (2) apprentices per parlor where one person certificated as master hairdresser or as hairdresser is working.

Three (3) apprentices per parlor where two certificated persons work regularly.

Four (4) apprentices per parlor where three certificated persons work regularly.

Five (5) apprentices per parlor where four certificated persons work regularly.

Six (6) apprentices per parlor where five certificated persons work regularly.

Seven (7) apprentices per parlor where six certificated persons work regularly.

"5. The minimum wages of the apprentice-hairdressers shall be as follows:

	<i>per week</i>
First six months.....	\$10.00
Second six months.....	12.00
Third six months.....	15.00
Fourth six months.....	18.00
Fifth six months.....	21.00
Sixth six months.....	25.00"

8. That the first paragraph of section X be replaced by the following:

"X. The employer wishing to dispense with the services of an employee after a period of employment of two (2) weeks shall notify the employee at least one (1) week in advance or, if not, pay him one week's wages."

9. That subsection "c" of section XII be replaced by the following:

"c) No one shall offer gratuitously the services mentioned in section VIII of the decree, or reduce the minimum prices, or give any objet whatever, as a premium, the purpose of which being to reduce the minimum prices."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
 Quebec, July 14, 1956. 42789-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163

et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garages des cités de Sherbrooke et Thetford Mines, rendue obligatoire par le décret N° 828 du 16 juillet 1953, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1° Le paragraphe "c" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"c) *Compagnon*: Le mot "compagnon" désigne tout salarié ayant terminé son apprentissage et obtenu son certificat de qualification dans l'un des métiers de l'industrie de l'Automobile tels que: charron, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, menuisier, nettoyeur de bournure, peintre, rembourneur, soudeur, spécialiste en radiateur, spécialiste en ressemelage (footing specialist), spécialiste en cuisson (burning specialist), spécialiste en préparation du rechapage (buffing specialist), spécialiste en alignement des roues, spécialiste en mise à point des moteurs (tune-up), spécialiste en réparation des freins, spécialiste en transmission automatique, spécialiste en ressort, spécialiste en différentiel, spécialiste en châssis, vérificateur, vitrier, vulcanisateur, etc. . . . Cette énumération n'est pas limitative."

2° Le paragraphe "g" suivant sera ajouté à l'article III:

"g) Notwithstanding the provisions of l'article VII, un salarié de quelque catégorie que ce soit qui travaille du samedi midi au lundi matin à 7.00 a.m. ou un jour férié doit être rémunéré sur la base de quatre-vingt-cinq cents (\$0.85) l'heure. Cependant, s'il doit dans cette période travailler dans son propre métier, il doit être rémunéré selon le taux de son métier pendant tout le temps ainsi consacré."

3° Le paragraphe "a" de l'article V sera remplacé par le suivant:

"V. a) *Jours chômés*: Les jours chômés sont les suivants: les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le Noël, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste (24 juin), le jour de la Confédération (1er juillet), la Fête du Travail et le jour d'Actions de Grâce. Tout salarié exécutant du travail urgent pendant un de ces jours là, doit être rémunéré au taux de salaire double à l'exception des hommes de service. Si Noël et le Premier de l'An tombent un dimanche, le lundi suivant est chômé."

4° Le paragraphe "c" suivant sera ajouté à l'article XVII:

"c) Aucun établissement assujéti au présent décret ne peut être exploité sans les services d'un compagnon, le propriétaire non compris."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 juillet 1956.

42789-0

and amendments), that contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees of the cities of Sherbrooke and Thetford Mines, rendered obligatory by the decree No. 828 of July 16, 1953, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1. Subsection "c" of section I will be replaced by the following:

"c) *Journeyman*: The word "journeyman" means any employee who has completed his apprenticeship and obtained his certificate of competence in one of the trades of the automobile industry: such as: Wheelwright, body, worker, electrician: blacksmith: machinist: mechanic, joiner, upholstery cleaner, painter: upholsterer, welder radiator repair specialist, footing specialist, burning specialist, buffing specialist, wheel alignment specialist, tune-up specialist, brake repair specialist, automatic transmission specialist, auto spring specialist, differential specialist, frame specialist, tester, glazier, vulcanizer, etc.

This enumeration is not limitative."

2. The following subsection "g" will be added to section III:

"g) Notwithstanding the provisions of section VII, employees of all categories who work as service men or watchmen from 12.00 (noon) Saturday to 7.00 a.m. Monday or on any day kept as a holiday shall be paid a minimum of eighty-five cents (\$0.85) per hour, but if, during that period, they have to work in their own trade, they shall be paid accordingly for the number of hours so worked."

3. Subsection "a" of section V will be replaced by the following:

"V. a) *Holidays*: The following days shall be kept as holidays: Sundays, New Year's Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception, Christmas Day, the Queen's Birthday, St. John the Baptist Day (June 24), Dominion Day (July 1st) Labour Day and Thanksgiving Day. All urgent work performed during these days shall be paid at the rate of double time, except for service men. If Christmas and New Year's Day fall on Sunday, the following Monday is kept as a holiday."

4. The following subsection "c" will be added to section XVII:

"c) No establishment hereby governed may be operated without the services of a journeyman, excluding the owner."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY.

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 21, 1956.

42789-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS SPÉCIAUX NOTICE OF APPROVAL OF SPECIAL BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) que les règlements spéciaux dont le texte suit ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 693-F du 4 juillet 1956 et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux du Comité paritaire des photographes de la région de Trois-Rivières déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 654-E du 27 juin 1956.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the following special by-laws have been approved by Order in Council No. 693-F of July 4, 1956, and added to the constitution and general by-laws of the Parity Committee of Photographers of the region of Trois-Rivières, already approved by Order in Council No. 654 of June 27, 1956, part "E":

"20° *Tenue du registre*: Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 543 du 15ième jour de mai 1956 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

"20. *Keeping of the register*: Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree No. 543 of May 15, 1956, as amended, the keeping of a register giving the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the exact time at which the work was begun interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, including all other particulars required for the proper enforcement of the decree.

21° *Rapport mensuel*: Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 543 du 15ième jour de mai 1956 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

21. *Monthly report*: Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree No. 543 of May 15, 1956, as amended, to submit a monthly report in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ, on which the following shall be mentioned: the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the number of regular or overtime hours worked each week, the nature of the work and the wages paid. The report shall be forwarded to the Committee on or before the 10th day of the month and shall cover the month preceding. The professional employer may obtain from the Committee the forms on which the report is to be made.

22° *Certificat de qualification*: Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 543 du 15ième jour de mai 1956 et ses modifications ultérieures, pour tous les apprentis, photofinis-seurs et photographes professionnels assujettis audit décret.

22. *Certificate of competency*: Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee renders the certificate of competency obligatory in the entire territorial jurisdiction of the decree No. 543 of May 15, 1956, as amended, for all apprentices, photofinishers and professional photographers governed by the said decree.

Le Comité paritaire crée un bureau d'examineurs composé de quatre (4) membres pour déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats. Le quorum du bureau des examinateurs est de deux (2) membres dont un représentant des employeurs et un (1) représentant des salariés.

The Parity Committee forms a board of examiners consisting of four (4) members to determine the competency of employees and to issue certificates. The quorum of the board shall be two (2) members (one employers' representative and one employees' representative).

Le Comité peut exiger à titre d'honoraires une somme n'excédant pas \$2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et \$1.00 pour l'examen d'un apprenti.

The Committee may charge a maximum fee of \$2.00 for the examination of skilled worker and of \$1.00 for the examination of an apprentice.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 juillet 1956.

42789-0

Department of Labour,
Quebec, July 21, 1956.

42789-0

Députés élus

Members Elected

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Québec, le 16 juillet 1956.

Quebec, July 16th, 1956.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

ABITIBI-OUEST

ABITIBI-WEST

Monsieur Joseph-Albert-Alcide Courcy, agronome, 26, 9e Avenue Ouest, La Sarre, Abitibi, P.Q.

Mr. Joseph-Albert-Alcide Courcy, agronomist, 26, 9th Ave. West, La Sarre, Abitibi, P. Q.

CHAMBLY

CHAMBLY

Monsieur Robert Thérberge, industriel, 4252, Avenue Old Orchard, Montréal, P. Q.

Mr. Robert Thérberge, Manufacturer, 4252, Old Orchard Ave., Montreal, P. Q.

ROUYN-NORANDA

ROUYN-NORANDA

Monsieur Edgar Turpin, entrepreneur forestier, 104, rue Rhéaume est, Rouyn, P. Q.

Mr. Edgar Turpin, Lumber-contractor, 104, Rhéaume St. East., Rouyn, P. Q.

Le Président général des élections,
42803-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
42803-o Chief Returning-Officer.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT-LAWRENCE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
St-Onge.....	Delphis Victor....	23	St-Alphonse de Caplan.....	Séminaire de Gaspé.
Blanchard.....	Jacques.....	20	Chandler.....	Ste-Anne, Church-Point, N. E.

Rimouski, ce 10 juillet 1956 — Rimouski, July 10th 1956.

42791-o

Le Secrétaire du Barreau du Bas St-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

Ministère des Finances
AssurancesDepartment of Finance
InsurancesAVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE
CERTIFICAT D'ENREGISTREMENTNOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND
CERTIFICATE OF REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que "Regal Insurance Company Limited", enregistrée sous le numéro 574, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 283 qui l'autorise, à compter du 1er juillet 1956, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau ouragan, tremblement de terre; Accident; Accident du travail; Automobile; Bétail; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Bris de

Notice is hereby given that "Regal Insurance Company Limited", registered under number 574, has obtained the license and certificate of registry number 283 authorizing it, as from the 1st of July 1956, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, impact by vehicles, limited or inherent explosion, water damage, windstorm; Accident; Automobile; Boiler; Employers' liability; Guarantee (fidelity and surety); Hail; Inland transportation; Live stock;

machine; Chaudière à vapeur; Défectuosité d'extincteurs automatiques; Intempéries; Garantie (cautionnement et détournement); Grêle; Maladie; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol; Et en outre de ces genres: Navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé à Collingwood, Ontario.

La compagnie a nommé monsieur C. O. Wilson, 260 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 5 juillet 1956.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

42768-28-2-o Surintendant des assurances.

Machinery; Personal property; Plate glass; Public liability; real property; Sickness; Sprinkler leakage; Theft; Weather; Workmen's compensation; And in addition to these classes: Inland and ocean marine.

The head office of the company is situate in Collingwood, Ontario.

The company has appointed Mr. C. O. Wilson, 260 Notre Dame St. West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 5th of July 1956.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

42768-28-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

Attendu que "Caledonian-American Insurance Company", dont le siège social est à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, a cessé de faire affaires dans la province de Québec depuis le 13 juin 1956;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration signée par son président et son secrétaire à l'effet qu'elle n'avait, au 13 juin 1956, aucune obligation dans la province de Québec.

En conséquence, avis est donné par les présentes que l'enregistrement de "Caledonian-American Insurance Company" est annulé à compter du 1er juillet 1956.

Donné au bureau du Service des assurances Ministère des finances, le 11 juillet 1956.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

42792-29-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

WHEREAS "Caledonian-American Insurance Company", whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America, has ceased to do business in the province of Quebec as from the 13th of June 1956;

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a declaration signed by its president and its secretary to the effect that it has, as of June 13, 1956, no obligations in the province of Quebec.

Therefore, notice is hereby given that the registration of "Caledonian-American Insurance Company" is cancelled as from the 1st of July 1956.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 11th of July 1956.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

42792-29-2-o Superintendent of Insurance.

Ordre de Cour

Canada, Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour Supérieure, N° 17101. Jean Jacques Légaré & Fernand Légaré, tous deux épiciers de Pointe du Lac, district de Trois-Rivières, faisant affaires ensemble en société, demandeurs, vs Louis-Philippe Tremblay, anciennement de Pointe du Lac, district de Trois-Rivières, et actuellement parti aux États-Unis d'Amérique, État de Floride, défendeurs, & Jean-Marie Châteauneuf, avocat, domicilié dans les cité et district de Trois-Rivières, opposant à fin de conserver.

AVIS AUX CRÉANCIERS

Les créanciers de Louis-Philippe Tremblay sont invités à déposer leurs réclamations, avec titres à l'appui, dans la quinzaine de la première insertion des présentes, au greffe de la Cour Supérieure à Trois-Rivières, entre les mains du protonotaire, le tout conformément aux articles 673 et 674 C.P.

Par ordre de l'Honorable juge J. Émile Ferron.

Trois-Rivières, le 14 juillet 1956.

Le Protonotaire,
LÉON LAMOTHE.

42810-29-2-o

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, district of Trois-Rivières, Superior Court, No. 17101. Jean Jacques Légaré & Fernand Légaré, both grocers of Pointe du Lac, district of Trois-Rivières, carrying on business together, in partnership, plaintiffs vs Louis-Philippe Tremblay, formerly of Pointe du Lac, district of Trois-Rivières, and having left for the United States of America, State of Florida, defendant, & Jean-Marie Châteauneuf, advocate, domiciled in the city and district of Trois-Rivières, opposing for payment.

NOTICE OF CREDITORS

The creditors of Louis-Philippe Tremblay are invited to deposit their claims with proof thereof, within fifteen days of the first insertion of these presents, at the office of the Superior Court of Trois-Rivières, with the protonotary, all of which in accordance with Articles 763 and 674 C.c.P.

By order of the Honourable Judge J. Émile Ferron.

Three Rivers, July 14, 1956.

LÉON LAMOTHE,
Prothonotary.

42810-29-2

Sièges sociaux

(P.G. 10251-54)

ANTONIO DENAULT LTÉE

Règlement N° 35

changeant l'endroit du siège social de la compagnie du 5325, rue Delorimier, Montréal, à Val-Martin:

"Que le siège social de la compagnie Antonio Denault Ltée soit établi au numéro 718 de la rue Bernard, à Val-Martin, district de Montréal, Province de Québec".

Copie certifiée conforme.

Le Secrétaire,

42805-o BERNARD DENAULT.

Canada — Province de Québec
District de Québec

Avis est donné que la compagnie "Louis Canac Marquis Limitée", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, 1941, en date du 22 mai 1942, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 25 de la rue Marie de l'Incarnation.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 4ième jour de juillet 1956.

Le Président,

(S) JEAN-PAUL CANAC MARQUIS.
42806-o

Head Offices

(A.G. 10251-54)

ANTONIO DENAULT LTÉE

By-law No. 35

changing the location of the head office of the company from 5325 Delorimier Street, Montreal, to Val-Martin:

"That the head office of the company Antonio Denault Ltée be situated at 718 Bernard Street, Val-Martin, district of Montreal, Province of Québec."

Certified copy.

BERNARD DENAULT,

42805-o Secretary.

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Notice is given the company "Louis Canac Marquis Limitée", constituted as a corporation by letters patent issued under the Quebec Companies' Act, 1941, dated May 22, 1942, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 25 Marie de l'Incarnation Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Quebec, this 4th, day of July 1956.

(S) JEAN-PAUL CANAC MARQUIS,

42806 President.

Soumissions

Province de Québec

VILLAGE DE RAWDON
(Comté de Montcalm)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raymond Préville, secrétaire-trésorier, C.P. 80, Hôtel de Ville, Rawdon, comté de Montcalm, jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi, le 6 août 1956, pour l'achat de \$325,000.00 d'obligations du village de Rawdon, comté de Montcalm, datées du 1er septembre 1956 et remboursables par séries du 1er septembre 1957 au 1er septembre 1971 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% pour les échéances de 1957 à 1966 inclusivement, non inférieur à 4% pour les échéances de 1967 à 1971 inclusivement, et non supérieur à 4½% pour les échéances de 1957 à 1971 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année.

Règlement d'emprunt N° 105 — Améliorations à l'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$325,000.00 — 15 ans.

Année	Capital
1er septembre 1957.....	\$ 6,000.00
1er septembre 1958.....	6,000.00

Tenders

Province of Quebec

VILLAGE OF RAWDON
(County of Montcalm)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raymond Préville, Secretary-Treasurer, P.O. Box 80, Town Hall, Rawdon, county of Montcalm, until 8.30 o'clock p.m., Monday, August 6th, 1956, for the purchase of an issue of \$325,000.00 of bonds of the village of Rawdon, county of Montcalm, dated September 1st, 1956 and redeemable serially from September 1st, 1957 to September 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not less than 3% for the maturities from 1957 to 1966 inclusively, not less than 4% for the maturities from 1967 to 1971 inclusively, and not more than 4½% for the maturities from 1957 to 1971 inclusively, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year.

By-law No. 105 — Improvement of the water-works.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from September 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$325,000.00 — 15 years.

Year	Capital
September 1st., 1957.....	\$ 6,000.00
September 1st., 1958.....	6,000.00

1er septembre 1959.....	6,000.00	September 1st., 1959.....	6,000.00
1er septembre 1960.....	6,500.00	September 1st., 1960.....	6,500.00
1er septembre 1961.....	7,000.00	September 1st., 1961.....	7,000.00
1er septembre 1962.....	7,000.00	September 1st., 1962.....	7,000.00
1er septembre 1963.....	7,500.00	September 1st., 1963.....	7,500.00
1er septembre 1964.....	7,500.00	September 1st., 1964.....	7,500.00
1er septembre 1965.....	8,000.00	September 1st., 1965.....	8,000.00
1er septembre 1966.....	8,000.00	September 1st., 1966.....	8,000.00
1er septembre 1967.....	8,500.00	September 1st., 1967.....	8,500.00
1er septembre 1968.....	9,000.00	September 1st., 1968.....	9,000.00
1er septembre 1969.....	9,500.00	September 1st., 1969.....	9,500.00
1er septembre 1970.....	9,500.00	September 1st., 1970.....	9,500.00
1er septembre 1971.....	219,000.00	September 1st., 1971.....	219,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rawdon, comté de Montcalm.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Rawdon, comté de Montcalm.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 6 août 1956, à 8.30 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Rawdon, comté de Montcalm.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rawdon, (Comté de Montcalm), ce 4 juillet 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
RAYMOND PRÉVILLE.

Hôtel de Ville, C.P. 80, Rawdon,
(Comté de Montcalm), P.Q. 42799-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE ST-JEAN-BAPTISTE-D'ASCOT
(Comté de Sherbrooke)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Robert Gauthier, secrétaire-trésorier, 103 rue King est, Sherbrooke, jusqu'à 8.00 heures p.m., mercredi le 8 août 1956, pour l'achat de \$66,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Jean-Baptiste-d'Ascot, comté de Sherbrooke, datées du 1er août 1956 et remboursables par séries du 1er août 1957 au 1er août 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour tout l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 8 mai 1956 — Construction d'une école dans l'arrondissement No. 4 et dépenses incidentes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Rawdon, county of Montcalm.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Rawdon, county of Montcalm.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 6th, 1956, at 8.30 o'clock p.m., at the Town Hall, Rawdon, county of Montcalm.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rawdon, (County of Montcalm), this 4th of July, 1956.

RAYMOND PRÉVILLE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O. Box 80, Rawdon,
(County of Montcalm), P.Q. 42799-0

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNI-
CIPALITY OF ST. JEAN-BAPTISTE-D'ASCOT
(County of Sherbrooke)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Robert Gauthier, Secretary-Treasurer, 103 King Street, East, Sherbrooke, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, August 8, 1956, for the purchase of an issue of \$66,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of St. Jean-Baptiste-d'Ascot, county of Sherbrooke, dated August 1st., 1956 and redeemable serially from August 1st., 1957 to August 1st., 1976 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st, and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated May 8, 1956 — Erection of school in Ward No. 4 and incidental expenditures.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from September 1st., 1956.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$66,000.00 — 20 ans Table of redemption — \$66,000.00 — 20 years.

Année	Capital	Year	Capital
1er août 1957.....	x \$12,000.00	August 1st., 1957.....	x \$12,000.00
1er août 1958.....	x 12,500.00	August 1st., 1958.....	x 12,500.00
1er août 1959.....	x 13,500.00	August 1st., 1959.....	x 13,500.00
1er août 1960.....	1,000.00	August 1st., 1960.....	1,000.00
1er août 1961.....	1,000.00	August 1st., 1961.....	1,000.00
1er août 1962.....	1,000.00	August 1st., 1962.....	1,000.00
1er août 1963.....	1,500.00	August 1st., 1963.....	1,500.00
1er août 1964.....	1,500.00	August 1st., 1964.....	1,500.00
1er août 1965.....	1,500.00	August 1st., 1965.....	1,500.00
1er août 1966.....	1,500.00	August 1st., 1966.....	1,500.00
1er août 1967.....	1,500.00	August 1st., 1967.....	1,500.00
1er août 1968.....	1,500.00	August 1st., 1968.....	1,500.00
1er août 1969.....	1,500.00	August 1st., 1969.....	1,500.00
1er août 1970.....	1,500.00	August 1st., 1970.....	1,500.00
1er août 1971.....	2,000.00	August 1st., 1971.....	2,000.00
1er août 1972.....	2,000.00	August 1st., 1972.....	2,000.00
1er août 1973.....	2,000.00	August 1st., 1973.....	2,000.00
1er août 1974.....	2,000.00	August 1st., 1974.....	2,000.00
1er août 1975.....	2,500.00	August 1st., 1975.....	2,500.00
1er août 1976.....	2,500.00	August 1st., 1976.....	2,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$38,240, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont le premier de \$12,746.68 et les deux autres de \$12,746.66 chacun, de 1957 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudication s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Sherbrooke.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetés par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partie, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 8 août 1956, à 8.00 heures p.m., à la résidence du secrétaire-trésorier, 305, rue Vincent, Sherbrooke.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sherbrooke ce 17 juillet 1956.

Le secrétaire-trésorier,
ROBERT GAUTHIER.

103, rue King est,
Sherbrooke, P.Q.

42820-0

Province de Québec

PAROISSE DE ROSEMÈRE
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, J.-A. Archambault, secrétaire-trésorier, 186 rue Philippe, Rosemère, comté de Terrebonne, jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi, le 6 août 1956, pour l'achat de \$26,000.00 d'obligations de la

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$38,240 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments the first of which in the amount of \$12,746.68 and the two others of \$12,746.66 each, from 1957 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Sherbrooke.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, August 8, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the residence of the Secretary-Treasurer, 305 Vincent Street, Sherbrooke.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Sherbrooke, this July 17, 1956.

ROBERT GAUTHIER,
Secretary-Treasurer.

103 King Street East,
Sherbrooke, P.Q.

42820

Province of Quebec

PARISH OF ROSEMERE
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J.-A. Archambault, Secretary-Treasurer, 186 Philippe Street, Rosemère, county of Terrebonne, until 8.30 o'clock p.m., Monday, August 6, 1956, for the purchase of an issue of \$26,000.00 of bonds of the parish

paroisse de Rosemère, comté de Terrebonne, datées du 1er août 1956 et remboursables par séries du 1er août 1957 au 1er août 1966 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 61 — Achat d'équipement.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$26,000.00 — 10 ans.

Année	Capital
1er août 1957.....	\$1,000.00
1er août 1958.....	1,000.00
1er août 1959.....	1,000.00
1er août 1960.....	2,500.00
1er août 1961.....	2,500.00
1er août 1962.....	2,500.00
1er août 1963.....	3,500.00
1er août 1964.....	4,000.00
1er août 1965.....	4,000.00
1er août 1966.....	4,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rosemère, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Rosemère, comté de Terrebonne.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 6 août 1956, à 8.30 heures p.m., en la salle des citoyens, Rosemère, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rosemère, (Comté de Terrebonne), ce 26 juin 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. ARCHAMBAULT.

186 rue Philippe,
Rosemère,
(Comté de Terrebonne), P. Q. 42800-o

Province de Québec

VILLE DE ST-VINCENT-DE-PAUL

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Armand Brisebois, greffier, jusqu'à 7.00 heures p.m., à 4,632 rue Brisebois, St-Vincent-de-Paul, ou jusqu'à 8.00 heures p.m., Hôtel de Ville, 1,111 rue St-Étienne, St-Vincent-de-Paul, lundi, le 6 août 1956, pour l'achat de \$561,000.00 d'obligations de la ville de St-Vincent-de-Paul, datées du 1er mai 1956 et

of Rosemere, county of Terrebonne, dated August 1st, 1956 and redeemable serially from August 1st, 1957 to August 1st, 1966 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st, and August 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 61 — Purchasing of equipment.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from September 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$26,000.00 — 10 years.

Year	Capital
August 1st, 1957.....	\$1,000.00
August 1st, 1958.....	1,000.00
August 1st, 1959.....	1,000.00
August 1st, 1960.....	2,500.00
August 1st, 1961.....	2,500.00
August 1st, 1962.....	2,500.00
August 1st, 1963.....	3,500.00
August 1st, 1964.....	4,000.00
August 1st, 1965.....	4,000.00
August 1st, 1966.....	4,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rosemere, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Rosemere, county of Terrebonne.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 6, 1956, at 8.30 o'clock p.m., at the Citizens' Hall, Rosemere, county of Terrebonne.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Rosemere, (County of Terrebonne), June 26, 1956.

J.-A. ARCHAMBAULT,
Secretary-Treasurer.

186 Philippe Street,
Rosemere,
(County of Terrebonne), P. Q. 42800

Province of Quebec

TOWN OF ST-VINCENT-DE-PAUL

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Armand Brisebois, Court Clerk, until 7.00 p.m., at 4,632 Brisebois St., St. Vincent-de-Paul, or until 8.00 o'clock p.m., Town Hall, 1,111 St. Étienne St., St. Vincent-de-Paul, Monday, August 6, 1956, for the purchase of an issue of \$561,000.00 of bonds of the town of St. Vincent-de-Paul, dated May 1st 1956, and redeemable serially from May 1st

remboursables par séries du 1er mai 1957 au 1er mai 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% pour les échéances de 1957 à 1966 inclusivement, non inférieur à 4% pour les échéances de 1967 à 1976 inclusivement, et non supérieur à 4½% pour les échéances de 1957 à 1976 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Règlements d'emprunt Nos 41 — \$6,000.00 — égouts; 43 — \$29,000.00 — aqueduc, égouts et voirie; 45 — \$198,000.00 — aqueduc, égouts et pavage; 55 — \$135,000.00 — aqueduc, égouts, pavage et voirie; 56 — \$12,000.00 — égouts; 57 — \$100,000.00 — aqueduc, égouts, pavage et trottoirs; 58 — \$31,000.00 — aqueduc et égouts; 59 — \$19,000.00 — égouts; 60 — \$20,000.00 — égouts et trottoirs; et 61 — \$11,000.00 — prolongement de rue et pavage.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$561,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er mai 1957	\$ 7,500.00
1er mai 1958	8,000.00
1er mai 1959	8,500.00
1er mai 1960	10,000.00
1er mai 1961	10,000.00
1er mai 1962	10,500.00
1er mai 1963	11,500.00
1er mai 1964	12,000.00
1er mai 1965	12,500.00
1er mai 1966	14,500.00
1er mai 1967	14,500.00
1er mai 1968	15,500.00
1er mai 1969	16,500.00
1er mai 1970	17,500.00
1er mai 1971	17,500.00
1er mai 1972	19,000.00
1er mai 1973	20,000.00
1er mai 1974	20,000.00
1er mai 1975	21,500.00
1er mai 1976	294,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Vincent-de-Paul.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'à la succursale de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 6 août 1956, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 1,111 rue St-Étienne, Ville de St-Vincent-de-Paul.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Vincent-de-Paul, ce 22 juin 1956.

Le greffier,
ARMAND BRISEBOIS.

adresse postale: 4,632 rue Brisebois,
Ville de St-Vincent-de-Paul, P.Q. 42801-0

1957 to May 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 3% for maturities from 1957 to 1966 inclusively, not less than 4% for maturities, from 1967 to 1976 inclusively, and not more than 4½% for maturities from 1957 to 1976 inclusively, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year.

Loan by-laws Nos 41 — \$6,000.00 — sewers; 43 — \$29,000.00 — waterworks, sewers and roads; 45 — \$198,000.00 — waterworks, sewers and paving; 55 — \$135,000.00 — waterworks, sewers, paving and roads; 56 — \$12,000.00 — sewers; 57 — \$100,000.00 — waterworks, sewers, paving and sidewalks; 58 — \$31,000.00 — waterworks and sewers; 59 — \$19,000.00 — sewers; 60 — \$20,000.00 — sewers and sidewalks; and 61 — \$11,000.00 — extension of street and paving.

For purposes of adjudication only, computation of interest shall be made as from September 1st., 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$561,000.00 — 20 years.

Year	Capital
May 1st., 1957	\$ 7,500.00
May 1st., 1958	8,000.00
May 1st., 1959	8,500.00
May 1st., 1960	10,000.00
May 1st., 1961	10,000.00
May 1st., 1962	10,500.00
May 1st., 1963	11,500.00
May 1st., 1964	12,000.00
May 1st., 1965	12,500.00
May 1st., 1966	14,500.00
May 1st., 1967	14,500.00
May 1st., 1968	15,500.00
May 1st., 1969	16,500.00
May 1st., 1970	17,500.00
May 1st., 1971	17,500.00
May 1st., 1972	19,000.00
May 1st., 1973	20,000.00
May 1st., 1974	20,000.00
May 1st., 1975	21,500.00
May 1st., 1976	294,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Vincent-de-Paul.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the branch of the said bank at Toronto.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 6th, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 1,111 St. Étienne St., Town of St. Vincent-de-Paul.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Vincent-de-Paul, June 22, 1956.

ARMAND BRISEBOIS,
Town Clerk.

Postal Address: 4,632 Brisebois St.,
Town of St. Vincent-de-Paul, P.Q. 42801

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES
DE LA MUNICIPALITÉ DE LA PESCHE
(Comté de Gatineau)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Mme Claire A. Shouldice, secrétaire-trésorière, 72 avenue Burnside, Wakefield, comté de Gatineau, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi le 7 août 1956 pour l'achat de \$107,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles protestantes de la municipalité de La Pesche, comté de Gatineau datées du 1er juin 1956 et remboursables par séries du 1er juin 1957 au 1er juin 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 30 avril 1956 — Agrandissement de l'école intermédiaire.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$107,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er juin 1957.....	x \$12,000.00
1er juin 1958.....	x 12,500.00
1er juin 1959.....	x 13,000.00
1er juin 1960.....	x 13,500.00
1er juin 1961.....	x 14,000.00
1er juin 1962.....	2,000.00
1er juin 1963.....	2,000.00
1er juin 1964.....	2,000.00
1er juin 1965.....	2,500.00
1er juin 1966.....	2,500.00
1er juin 1967.....	2,500.00
1er juin 1968.....	2,500.00
1er juin 1969.....	3,000.00
1er juin 1970.....	3,000.00
1er juin 1971.....	3,000.00
1er juin 1972.....	3,000.00
1er juin 1973.....	3,500.00
1er juin 1974.....	3,500.00
1er juin 1975.....	3,500.00
1er juin 1976.....	3,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$62,020 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$12,404 chacun, de 1957 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Wakefield, comté de Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est indiqué dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Wakefield, comté de Gatineau.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS OF
THE MUNICIPALITY OF LA PESCHE
(County of Gatineau)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs. Claire A. Shouldice, Secretary-Treasurer, 72 Burnside Avenue, Wakefield, county of Gatineau, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, August 7th, 1956, for the purchase of an issue of \$107,000.00 of bonds of the protestant school commissioners for the municipality of La Pesche, county of Gatineau, dated June 1st, 1956 and redeemable serially from June 1st, 1957 to June 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated April 30th, 1956 — Extension to the intermediate school

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from September 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$107,000.00 — 20 years.

Year	Capital
June 1st, 1957.....	x \$12,000.00
June 1st, 1958.....	x 12,500.00
June 1st, 1959.....	x 13,000.00
June 1st, 1960.....	x 13,500.00
June 1st, 1961.....	x 14,000.00
June 1st, 1962.....	2,000.00
June 1st, 1963.....	2,000.00
June 1st, 1964.....	2,000.00
June 1st, 1965.....	2,500.00
June 1st, 1966.....	2,500.00
June 1st, 1967.....	2,500.00
June 1st, 1968.....	2,500.00
June 1st, 1969.....	3,000.00
June 1st, 1970.....	3,000.00
June 1st, 1971.....	3,000.00
June 1st, 1972.....	3,000.00
June 1st, 1973.....	3,500.00
June 1st, 1974.....	3,500.00
June 1st, 1975.....	3,500.00
June 1st, 1976.....	3,500.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$62,020 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$12,404 each, from 1957 to 1961 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Wakefield, county of Gatineau.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Wakefield, county of Gatineau.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles protestantes qui sera tenue mardi, 7 août 1956, à 8.00 heures p.m., à l'école intermédiaire Wakefield, Wakefield, comté de Gatineau.

Les commissaires d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Wakefield, (Comté de Gatineau), ce 17 juillet 1956.

La Secrétaire-trésorière,
MME CLAIRE A. SHOULDICE.
 72 avenue Burnside,
 Wakefield,
 (Comté de Gatineau), P. Q. 42819

The tenders will be opened and considered at a meeting of the protestant school commissioners to be held on Tuesday, August 7th, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the Wakefield Intermediate school, Wakefield, county of Gatineau.

The protestant school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Wakefield, (County of Gatineau), this 17th of July, 1956.

Mrs. **CLAIRE A. SHOULDICE.**
 The Secretary-Treasurer,
 72 Burnside Avenue,
 Wakefield,
 (County of Gatineau), P.Q. 42819-0

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 273 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Roméo Pronovost, ville Jacques-Cartier, P. Q., cédant-autorisé et Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes, donné que l'immeuble suivant, savoir:

Designation: "Deux lots de terre sis et situés en la ville de Jacques-Cartier, à Coteau Rouge, connus et désignés sous les numéros quatre cent soixante-huit et quatre cent soixante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-cinq (145-468-469) du cadastre de la paroisse de St-Antoine de Longueuil dans le comté de Chambly, avec une maison érigée, portant le numéro civique 2133 de la rue de Lorimier, circonstances et dépendances.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeubles."

Sera vendu à l'enchère publique à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Fatima, à Ville Jacques-Cartier, comté de Chambly, MARDI le VINGT-HUITIÈME jour d'AOÛT 1956, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour supérieure, à Montréal, le 27 juin 1956, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 6ème jour de juillet 1956.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.
 Bureau de:
PERRAS & PERRAS, syndics,
 4 est rue Notre-Dame,
 Montréal, P. Q. 42773-28-2-0

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 273 (1956) "In bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: Roméo Pronovost, town of Jacques-Cartier, P.Q., authorized assignor, and Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is by these presents given that the following immovable, to wit:

Designation: "Two lots of land located and situated in the town of Jacques-Cartier, at Coteau Rouge, known and designated under numbers four hundred and sixty-eight and four hundred and sixty-nine of the official subdivision of the original lot number one hundred and forty-five (145-468-469) of the official cadastre of the parish of St. Antoine de Longueuil in the county of Chambly, with a house thereon erected, bearing civic number 2133 de Lorimier Street, circumstances and dependencies.

As the whole now stands with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables."

Shall be sold at public auction at the parochial church door of Notre-Dame of Fatima, in the town of Jacques-Cartier, county of Chambly, TUESDAY the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST, 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon, daylight saving time.

This sale is made by virtue of a judgment rendered by the Superior Court at Montreal, June 27, 1956, and following the provisions of sections 55 and following of the bankruptcy Act of 1949, so as to give to this sale the effect of a Sheriff's sale according to the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay Government rights of 2½% in conformity with the law.

For other information and list charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this sixth day of July, 1956.

CLAUDE PERRAS,
 Trustee.
 Office of:
PERRAS & PERRAS, Trustees,
 4 Notre-Dame St., East,
 Montreal, P.Q. 42773-28-2

Vente par licitation

Sale by Licitacion

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 385,502, Joseph Sansfaçon, demandeur, vs Fleurette Sansfaçon, défenderesse.

Canada, Province of Quebec, District of Montréal, Superior Court, No. 385,502, Joseph Sansfaçon, plaintiff, vs Fleurette Sansfaçon, defendant.

AVIS DE LICITATION

NOTICE OF LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'Honorable Juge Édouard Tellier, le 13 mai 1956, dans une cause dans laquelle Joseph Sansfaçon, de cité et district de Montréal est demandeur, et Fleurette Sansfaçon, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Paul Dionne, des mêmes lieux, et ce dernier pour autoriser son épouse, est défenderesse, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, and rendered by the Honourable Justice Édouard Tellier, on the 31st of May 1956, in a case in which Joseph Sansfaçon, of the City and District of Montreal, in plaintiff, and Fleurette Sansfaçon of the City and District of Montreal, wife separated as to property of Paul Dionne, of the same place, and the latter to authorize his wife, is defendant, ordering the licitation of the immoveable described as follows:

Un certain lot de terre, situé en la paroisse de l'Île Bizard, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-huit de la subdivision du lot originaire cent vingt-huit (128-28) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Île Bizard, mesurant soixante-et-dix pieds de largeur par cent quatre-vingt-huit pieds dans la ligne nord-est et cent quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest, le tout mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage à perpétuité, à pied et en voiture et avec des animaux, en commun avec tous ceux y ayant droit, aux charges ordinaires d'entretien, dans une rue connue et désignée comme étant le numéro vingt-neuf de la subdivision dudit lot originaire numéro cent vingt huit (128-29) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Île Bizard, pour communiquer de l'emplacement ci-dessus au chemin public".

A certain lot of land, situated in the parish of Ile Bizard, known and designated as being lot number twenty-eight of the subdivision of the original lot number one hundred and twenty-eight (128-28) on the official plan and book of reference of the parish of Ile Bizard, measuring seventy feet in width by one hundred and eighty eight feet along the north east line and one hundred and ninety-four feet in depth along the south west line, the whole English measure and more or less, with a right of way in perpetuity on foot, or in a vehicle and with animals, in common with all those having right to it, with the usual burden of maintenance, in a street known and designated as being number twenty-nine of the subdivision of the said original lot number one hundred and twenty-eight (128-29) on the official plan and book of reference of the parish of Ile Bizard, to communicate from the above mentioned site to the public road."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AOÛT 1956, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice à Montréal, ou à tout autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et tout opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les partie de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-NINTH day of AUGUST 1956, et HALF past TEN o'clock in the forenoon in Court Room No 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court, any opposition to annul, to secure chages or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six (6) days following adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition, within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Un dépôt de \$130.00 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur, par chèque visé, à l'ordre du Protonotaire de la Cour Supérieure.

A deposit of \$130.00 shall be exacted before the sale from each and every bidder by certified cheque to the order of the Prothonotary of the Superior Court.

Montréal, 9 juillet, 1956.

Montreal, July, 9th, 1956.

Les Procureurs du demandeur.
MATHIEU & MATHIEU.

MATHIEU & MATHIEU,
Attorneys for the plaintiff.

42811-29-2-o

42811-29-2-o

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec

CITÉ DE SAINT-MICHEL
COMTÉ DE LAVAL

Avis public est par les présentes donné, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de la cité de Saint-Michel, JEUDI, le (9) NEUVIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-six (1956), à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquentement encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens, ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipal de Québec, par décision en date du 28 juin 1956, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, tel qu'amendé par 24 George V, chapitre 33, section 3.

Province of Quebec

CITY OF ST. MICHEL
COUNTY OF LAVAL

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the city of St. Michel, on THURSDAY, the (9th) NINTH day of AUGUST, Nineteen Hundred and Fifty-Six (1956) at TEN o'clock in the forenoon daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs, be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated June 28th, 1956, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 George V, chapter 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
D'Errico Bros Asphalt Paving Company Limited.....	P. 342.....	
Cette partie du lot 342 est bornée au nord-ouest par le prolongement de la 36ième rue, au nord-est par la ruelle no 343, subdivision 977, au sud-est par les lots cadastre 342, subdivisions 45, 88, 36, 35, 87 et 27 et au sud-ouest par une partie du lot cadastre 341. (Avec bâtisses dessus érigées).		
This part of lot 342 is bounded at northwest by 36th Street, at north-east by the lane no 343, subdivision 977, at south-east by lots cadastre 342, subdivisions 45, 88, 36, 35, 87 and 27 at south-west by a part of lot cadastre 341. (With buildings thereon erected).		
Adam Robson.....	364.....	782, 783.
Isabelle Sarah Roy.....	443.....	177.
Wilfrid Rourke.....	445.....	P. 62, P. 63.
A déduire cependant la partie exproprié pour le Chemin Saint-Michel.		
Less the part expropriated for the opening of St. Michel Road.		
Wilfrid Rourke.....	445.....	872, 873, 106 à 123 incl.
Hermel Houde.....	445.....	127.
Wilfrid Rourke.....	445.....	191-1, 192-1, 193-1, 194-1, 195-1, 196-1, 197-4, 198 à 208.
Hermel Houde.....	445.....	801, 802.
Wilfrid Rourke.....	445.....	874, 875.
(Avec bâtisses dessus érigées).		
(With buildings thereon erected).		
Charles Vandette.....	446.....	611.
Gérard Pépin.....	446.....	651.
(Avec bâtisses dessus érigées).		
(With buildings thereon erected).		
Gérard Beaupré.....	474.....	P. 20, P. 21-1, P. 21-2.
A distraire du susdit lot la partie nord-est appartenant à M. Roger Masson. (Avec bâtisses dessus érigées).		
Less the north-east part belonging to Mr. Roger Masson. (With buildings thereon erected).		

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la cité de Saint-Michel.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

The above immovables are all in the plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, and situated in the city of St. Michel.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Donné en la cité de Saint-Michel, ce (10) dixième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-six (1956).

(Sceau).

42780-28-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
(Signé) A.-E. CHEVRIER.

Given at city of St. Michel, this (10th) tenth day of the month of July, nineteen hundred and fifty-six (1956).

(Seal).

42780-28-2-o

(Signed) A.-E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

VILLE DE LA POINTE AUX TREMBLES
COMTÉ DE LAVAL

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère en l'Hôtel-de-Ville de la ville de la Pointe-aux-Trembles, MARDI, le SEPTIÈME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent cinquante-six (1956), à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire) pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par résolution adoptée à sa séance du 4 juin 1956, a autorisé la ville à faire une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des cités et Villes, tel que modifié par la Loi 24, George V, chapitre 33, section 3.

Province of Quebec

TOWN OF POINTE AUX TREMBLES
COUNTY OF LAVAL

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Office of the Council, at the Town-Hall of the town of Pointe-aux-Trembles, on TUESDAY the SEVENTH day of the month of AUGUST, nineteen hundred and fifty-six (1956), at TEN o'clock in the forenoon (Eastern Standard Time), to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission by a resolution adopted at its meeting of June 4th, 1956, authorized the town to make an abbreviated enumeration of the cadastral numbers of the immoveables, pursuant to the provisions of article 550 of the cities and town Act, as amended by the Law 24, George V, chap. 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Boulay, Elzéar, Succ.-Est. et-and N. Boulay..... Avec bâtisse dessus érigée.	199..... With building thereon erected.	5.
Devoyault, Romuald..... Avec bâtisse dessus érigée.	199..... With building thereon erected.	493 à-to 497 incl. 498, 499.
	199..... 199.....	500, 501. 502.
A distraire dudit lot la partie vendue à la ville de la Pointe-aux-Trembles pour l'ouverture et l'établissement de la rue Sherbrooke suivant acte enregistré au Bureau d'Enregistrement de Montréal, le 8 novembre 1940, sous le numéro 487613.	To be detached from the said lot the part sold to the town of Pointe-aux-Trembles for the opening and the establishment of Sherbrooke Street by deed registered at the Registry Office in Montreal, on the 8th day of November 1940, under the number 487613.	
Kempton, Alfred.....	202.....	102.
Lavallée, John.....	93.....	557.
Morin, Marie-Anne.....	205.....	683 à-to 685 incl.
Pugeol, Frank.....	211.....	917.
Sicotte, J.-A. Succ.-Est.....	177.....	388, 389.
Tremblay, Jean.....	199.....	737 à-to 739 incl.
Zamrikot, Zacharie.....	182.....	112 à-to 114 incl.

Les immeubles susdits sont tous au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situés dans la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparents ou occultes, attachées auxdits immeubles.

The above immobeables are all on the plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the town of Pointe-aux-Trembles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Donné en la ville de la Pointe-aux-Trembles, ce neuvième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-six.

(Vraie copie).
(Seau).

Le Secrétaire-trésorier,
42774-28-2-o (Signé): PAUL-A. TRUDEAU.

Given at the town of Pointe-aux-Trembles, this ninth day of July, nineteen hundred and fifty-six.

(True copy).
(Seal).

(Sited) PAUL-A. TRUDEAU,
42774-28-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Canada, Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { PAUL COTÉ, employé d'u-
N° 11516. { sine de Drummondville,
{ district d'Arthabaska, deman-
deur vs RENALD BOLDUC, de Drummondvil-
le, défendeur et LE REGISTRATEUR du comté
de Drummond, mis en cause.

"Un terrain, avec tous bâtiments y dessus cons-
truits, circonstances et dépendances, situé sur la
seizième avenue à Drummondville, mesurant
cinquante pieds de largeur sur cent pieds de pro-
fondeur, plus ou moins, mesure anglaise, connu
et désigné sous le numéro trois cent cinquante-
trois de la subdivision officielle du lot cent cin-
quante-et-un au cadastre officiel du canton de
Grantham, comté de Drummond."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de St-Jean-Baptiste de Drummond, JEUDI, le
VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT 1956 à
TROIS heures de l'après-midi. (Heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, ce 16 juillet 1956. 42812-29-2-o

ARTHABASKA

Canada, Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, { PAUL COTÉ, factory em-
No. 11516. { ployee of Drummond-
{ ville, district of Arthabaska,
plaintiff vs RENALD BOLDUC, of Drummond-
ville, defendant, and THE REGISTRAR of the
County of Drummond, mis-en-cause.

"A plot of land, with all buildings thereon
erected, circumstances and dependencies situated
on Sixteenth Avenue at Drummondville, measur-
ing fifty feet in width by one hundred feet in
depth, more or less, English measure, know and
designated under number three hundred and fifty-
three of the official subdivision of lot one hundred
and fifty-one of the official cadastre of the town-
ship of Grantham, county of Drummond."

To be sold at the parochial church door of
St. Jean-Baptiste of Drummond, THURSDAY,
the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1956,
at THREE o'clock in the afternoon. (Daylight
Saving Time).

Sheriff's Office, FÉLIX HOULE,
Arthabaska, this 16th of July, 1956. 42812-29-2
Sheriff.

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, { HENRY MORGAN &
N° 7878 { CO. LTD. corps politi-
{ que et incorporé ayant sa
principale place d'affaires à Montréal, district
de Montréal, demandeur, vs MARGUERITE
BOURGEOIS, de St-Jean, district d'Iberville,
défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

"Le tiers indivis d'un emplacement connu et
désigné comme étant les trois-quarts nord du
lot no trois cent quarante-sept du cadastre officiel
de la ville de St-Jean, contenant cinquante-qua-
tre (54) pieds de largeur, sur cent quarante-qua-
tre (144) pieds de profondeur, borné à l'est par
la rue Longueuil, au sud par le quart sud dudit
lot no. trois cent quarante-sept (347), au nord
par le lot no trois cent cinquante (350), et à
l'ouest par le lot no trois cent quarante-huit
(348), avec maison et constructions y érigées."

Pour être vendue au bureau du Shérif, en la
cité de St-Jean, JEUDI le VINGT-SIXIÈME
jour de JUILLET, 1956, à ONZE heures de
l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RICHARD MERCIER.
St-Jean le 26 juin, 1956. 42694-26-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { LA COMPAGNIE MU-
N° 390646. { TUELLE D'IMMEU-
{ BLES LTÉE demanderes-
se vs JACQUES GAGNON, tant personnelle-
ment qu'en sa qualité de tuteur à Pauline Gagnon
et Dame Lise Gagnon et vir, défendeurs.

"Un emplacement ayant front sur la rue Sainte-
Famille, en la cité de Montréal et composé des
lots de terre connus et désignés sous le numéro un
de la subdivision officielle du lot originaire numé-
ro quatre-vingt-douze et sous le numéro un de la

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, { HENRY MORGAN &
No. 7878 { CO. LTD. a body poli-
{ tic and incorporated having
its principal place of business in Montreal, dis-
trict of Montreal, plaintiff, vs MARGUERITE
BOURGEOIS, of St. John's, district of Iberville,
defendant.

As belonging to the defendant:

"The undivided third of an emplacement
known and designated as being the northern
three-quarters of lot No. three hundred and
forty-seven of the official cadastre of the town
of St. John's, containing fifty-four (54) feet in
width, by one hundred and forty-four (144)
feet in depth, bounded on the east by Longueuil
Street, on the south, by the southern quarter of
the said lot No. three hundred and forty-seven
(347), on the north, by lot No. three hundred
and fifty (350), and on the west, by lot No.
three hundred and forty-eight (348), with house
and buildings thereon erected."

To be sold at the Sheriff's Office, in the city of
St. John's, THURSDAY, the TWENTY-SIXTH
day of JULY, 1956, at ELEVEN o'clock in the
forenoon.

Sheriff's Office, RICHARD MERCIER,
St. John's, June 26, 1956. 42694-26-2
Sheriff.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { LA COMPAGNIE MU-
No. 390646. { TUELLE D'IMMEU-
{ BLES LTÉE, plaintiff, vs
JACQUES GAGNON, as much personally as in
his quality as tutor to Pauline Gagnon and Dame
Lise Gagnon and vir, defendants.

"An emplacement having frontage on Sainte-
Famille street, in the city of Montreal and com-
posed of lots of land know and designated under
number one of the official subdivision of the
original lot number ninety-two and under number

subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-treize (93-1 et 92-1) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du Quartier Saint-Laurent, lequel emplacement contient vingt pieds de largeur sur cent trente pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins. Avec toutes bâtisses y érigées, notamment une maison à trois étages dont les murs latéraux sont mitoyens et qui porte le numéro civique 3459 de la dite rue Sainte-Famille.

Tel que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve, avec toutes servitudes et droits quelconques se rattachant au dit emplacement, notamment avec droit de passage commun dans la ruelle en arrière."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT 1956, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 CAISSE & HURTEAU.
 Montréal, 17 juillet 1956. 42813-29-2-0

one of the official subdivision of the original lot number ninety-three (93-1 and 92-1) on the official plan and in the book of reference of Saint-Laurent ward, which emplacement contains twenty feet in width by one hundred and thirty feet in depth, English measure, more or less. With all the buildings thereon erected, notably a three-storey house, of which the lateral walls are mitoyen and which bears the civic number 3459 of the said Sainte-Famille street.

As whole stands presently, without exception or reserve, with all servitudes and whatsoever rights are attached to the said emplacement, notably with a common right of way in the back lane."

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1956, at TEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,
 Sheriff's Office,
 Montreal, July 17, 1956. 42813-29-2-0

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LA BANQUE D'ECONOMIE DE QUÉBEC, N° 80,677. { corps politique et incorporé, ayant son siège social en la cité de Québec, contre PAUL-ÉMILE TREMBLAY, de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec.

"Un terrain ou emplacement vague, situé en la paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides, démembré de la paroisse de Charlesbourg, concession sud-ouest du Domaine de St-Pierre, dans le comté de Québec, et maintenant connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-huit (No 28) subdivision du lot originaire numéro quatre cent quarante-deux (No 442) sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre officiel pour ladite paroisse de Charlesbourg; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Avec droit de passage à perpétuité en faveur de l'acquéreur, ses hoirs et ayant-cause, et ce, en tout temps et tant à pieds qu'en voiture, dans le chemin de sortie que M. Phydime Deschenes était à ouvrir en 1947 du chemin public au dit terrain présentement décrit; le dit chemin devant être construit d'une manière convenable par M. Phydime Deschenes à ses seuls frais et dépens et devant être par lui entretenu à ses seuls frais et dépens tant qu'il n'aura pas été municipalisé, lequel chemin est maintenant connu et désigné comme étant la subdivision numéro trente-neuf (No 39) dudit lot originaire numéro quatre cent quarante-deux (No 442) du cadastre officiel pour la dite paroisse de Charlesbourg.

Et avec un droit d'accès à perpétuité en faveur de l'acquéreur, ses hoirs et ayant-cause et en commun avec d'autres, à la petite Rivière et au petit Ruisseau qui coulent sur la terre de M. Phydime Deschenes, tel droit devant être exercé aux endroits où le susdit chemin de sortie longe la rivière ou le ruisseau et sur la subdivision vingt-quatre (24) du dit lot originaire quatre cent quarante-deux (442) du même cadastre, tel que déjà établi et déterminé par M. P. Deschenes, et sous la condition expresse de ne jamais obstruer de quelque manière que ce soit la dite rivière et le dit ruisseau, de ne pas empiéter sur les terrains des autres propriétaires riverains et de ne jamais rien faire qui pourrait leur être préjudiciable, le tout sous peine de tous les dommages qui pourraient en résulter pour ces derniers."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Qué-

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { THE QUEBEC SAVINGS BANK, a body politic and incorporated, having its head office in the city of Quebec, against PAUL-ÉMILE TREMBLAY, of Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec.

"A vague plot of land or emplacement, situated in the parish of Notre-Dame-des-Laurentides, part of land taken from the parish of Charlesbourg, southwest concession of the Domain of St-Pierre, in the county of Quebec, and presently known and designated as being lot number twenty-eight (No. 28) subdivision of original lot number four hundred and forty-two (No. 442) on the official plan and in the book of reference of the official cadastre for the said parish of Charlesbourg; with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

With perpetual right of way in favor of the purchaser, his heirs and legal assignees, and such, at all times, as much afoot as by carriage, in the out-going road which Mr. Phydime Deschenes had started to open in 1947 from the public road to the said plot of land presently described; the said road to be constructed in a suitable manner by Mr. Phydime Deschenes at his own expense and cost and to be maintained at his expense and cost as long as said road would not have been municipalized, which road is now known and designated as being subdivision number thirty-nine (No.39) of the said original lot number four hundred and forty-two (442) of the official cadastre for the said parish of Charlesbourg.

And with a perpetual right of access in favor of the purchaser, his heirs and assignees and in common with others, to Little River and to the little Brook which flows on the land of Mr. Phydime Deschenes, such right to be exercised there where the said out-going road skirts the river or the brook and upon subdivision twenty-four (24) of the said original lot four hundred and forty-two (442) of the same cadastre, as already established and determined by Mr. P. Deschenes, and under the strict condition to never obstruct in an manner whatsoever the said river and the said brook, not to encroach upon other people's riverain property and to never do anything which might be prejudicial to them, the whole under penalty for all damages to the latter, resulting therefrom."

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec,

bec, le DIXIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi (Heure avancée.)

Le Député-shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT-F. RACETTE.
Québec, le 3 juillet 1956. 42728-27-2-o
[Première insertion: 7 juillet 1956.]
[Deuxième insertion: 21 juillet 1956.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, { A IMÉ alias WELLY JO-
N° 13-359. { YAL, cultivateur, tant
personnellement que comme
chef de la communauté légale existant entre lui
et Dame GEORGIANNA DESROSIERS, et
cette dernière personnellement, dûment autorisée
par son mari aux fins des présentes, tous deux
domiciliés à St-Aimé, dans le district de Richelieu,
demandeurs, vs OVIDE JOYAL, du même lieu,
défendeur.

A. Le lot no cent quarante du cadastre officiel
d'enregistrement pour la paroisse de St-Aimé, de
un arpent de largeur sur trente arpents de pro-
fondeur;

B. Partie du lot no cent trente-huit dudit ca-
dastre, de la contenance de deux arpents de lar-
geur sur dix arpents de profondeur, tenant par
un bout au chemin de Thierçant, de l'autre bout
aux terres de la concession du Bord-de-l'eau,
rivière Yamaska, d'un côté au no 140, et de l'au-
tre côté du reste du lot appartenant à Alexandre
Lavallée;

C. Partie du lot no cent trente-neuf dudit
cadastre, de la contenance de deux arpents de
largeur sur vingt arpents de profondeur, tenant
par un bout audit chemin de Thierçant, de l'autre
bout aux terres du rang St-Thomas, d'un côté
audit N° 140 et de l'autre côté au reste du terrain
appartenant à Alexandre Lavallée, décrit par le
N° 139, avec bâtisses dessus construites;

D. Partie du lot N° deux cent trente-six du
cadastre de St-Louis-de-Bonsecours, renfermé
dans les bornes suivantes: en front par la rivière
Salvail, en profondeur par la ligne du chemin de
fer, d'un côté par le terrain de Joseph Joyal,
et de l'autre côté par celui de Eugène Joyal, en
bois, donnant environ sept arpents et demi en
superficie, et dans ses bornes actuelles, étant de
forme irrégulière.

Les immeubles décrits aux paragraphes A, B
C seront vendus en bloc à la porte de l'église de
St-Aimé, MERCREDI, le VINGT-DEUX
AOÛT 1956, à DIX heures du matin; et l'immeu-
ble décrit au paragraphe D sera vendu à la porte
de l'église de St-Louis-de-Bonsecours MERCRE-
DI, le VINGT-DEUX AOÛT 1956, à DEUX
heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. PAQUIN.
Sorel, le 16 juillet 1956. 42809-29-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Rimouski.

Cour Supérieure { L A COMPAGNIE DE
N° 18,012. { BOIS DE LUCEVILLE
LTÉE, corps politique et
incorporé, ayant son principal bureau d'affaires,
à Luceville, district de Rimouski, demanderesse

on the TENTH day of AUGUST next at TEN
o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time.)

ALBERT-F. RACETTE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, July 3, 1956. 42728-27-2
[First insertion: July 7, 1956.]
[Second insertion: July 21, 1956.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Richelieu

Superior Court, { A IMÉ alias WELLY JO-
No 13-359. { YAL, farmer, as much
personally as head of the legal
community which exists between himself and
Dame GEORGIANNA DESROSIERS, and the
latter personally duly authorized by her husband
for these presents, both domiciled at St. Aimé,
in the district of Richelieu, plaintiffs, vs OVIDE
JOYAL, of the same place, defendant.

A. Lot No. one hundred and forty of the offi-
cial registration cadastre for the parish of St-
Aimé, on one arpent in width by thirty arpents
in depth;

B. Part of lot No. one hundred and thirty-
eight of the said cadastre containing two arpents
in width by ten arpents in depth, touching the
Thierçant Road at one end, on the other end the
farms of the concession Bord-de-l'eau, Yamaska
River, on one side, touching No. 140 and on the
other side, touching the remainder of the lot
belonging to Alexandre Lavallée;

C. Part of lot number one hundred and thirty-
nine of the said cadastre, containing two arpents
in width by twenty arpents in depth, touching
the said Thierçant Road at one end, at the other
end, touching the farms of the St. Thomas Range,
at one side by the said No. 140 and on the other
side, by the remainder of the land belonging to
Alexandre Lavallée, described by No. 139, with
the buildings thereon erected;

D. Part of lot No. two hundred and thirty-six
of the St. Louis-de-Bonsecours cadastre, enclosed
within the following boundaries: in front by the
Salvail River, in depth, by the railroad line, on
one side by the land of Joseph Joyal, and on the
other side, by that of Eugène Joyal, in woodland,
giving about seven arpents and one-half in area,
and within its present boundaries, being of ir-
regular form.

The immoveables described in paragraphes A,
B and C shall be sold in block at the church door
of St-Aimé, WEDNESDAY, the TWENTY-
SECOND day of AUGUST, 1956, at TEN o'clock
in the morning; and the immoveable described
in paragraph D shall be sold at the church door
of St-Louis-de-Bonsecours, WEDNESDAY, the
TWENTY-SECOND day of AUGUST, 1956
at TWO o'clock in the afternoon.

R. PAQUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, July 16th, 1956. 42809-29-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { L A COMPAGNIE DE
No. 18,012, { BOIS DE LUCEVILLE
LTÉE, body politic and cor-
porate having its principal place of business at
Luceville, district of Rimouski, plaintiff vs NOËL

vs NOËL GAGNON, de la paroisse de Ste-Flavie, district de Rimouski, défendeur.

Une bâtisse et dépendances situées sur une partie du lot no. deux cent trois (p. 203) au cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Flavie, étant un terrain situé en la dite paroisse, borné au nord-ouest et au sud-ouest à François Lavoie, au nord-est au chemin Matapédia et au sud-est à Benoit Verreault, le terrain sur lequel se trouvent les bâtisses du défendeur, étant détenu à bail, avec les droits sur icelui que peut avoir le défendeur.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Flavie, le PREMIER jour d'AOÛT 1956, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 26 juin 1956. 42711-26-2-o

GAGNON, of the parish of St. Flavie, district of Rimouski, Defendant.

A building and dependencies situated on part of lot number two hundred and three (p. 203) of the official cadastre for the parish of St. Flavie, being a piece of land situated in said parish; bounded northwesterly and southwesterly by François Lavoie, northeasterly by the Matapédia road and southeasterly by Benoit Verreault, the land on which the buildings of the Defendant are erected, is held under lease, with rights thereon which the Defendant may have.

To be sold at the door of the Church of the parish of St. Flavie, the FIRST day of AUGUST 1956, at THREE o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriffs Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, June 26, 1956. 42711-26-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District des Trois-Rivières

Cour Supérieure. { Dame ALICE GUILLE-
N° 16425 { METTE, ménagère des
cité et district de Trois-
Rivières, veuve de Henri Leblanc, en son
vivant boucher du même lieu, demanderesse,
vs JEAN-LOUIS DE CHATEAUNEUF, de la
paroisse de St-Michel des Forges, district de
Trois-Rivières, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à DIX heures de l'avant-midi, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de FÉVRIER mil neuf cent cinquante-six, à la porte de l'église paroissiale de St-Michel des Forges, aura lieu à DIX HEURES de l'avant midi, le QUATORZIÈME jour du mois d'AOÛT mil neuf cent cinquante-six à la porte de l'église paroissiale de St-Michel des Forges.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN,
Trois-Rivières, le 12 juillet 1956. 42808-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior, { Dame ALICE GUILLEMET-
Court { TE, housekeeper, of the City
N°16425 { and District of Trois-Rivières,
widow of Henri Leblanc, in his lifetime a but-
cher, of the same locality, plaintiff, vs JEAN-
LOUIS DE CHATEAUNEUF, of the Parish
of St. Michel des Forges, District of Trois-
Rivières, defendant.

Notice is hereby given that the sale of im-
moveables under seizure in this case, which was
to take place at TEN o'clock in the forenoon,
the TWENTY-SECOND day of the month of
FEBRUARY on thousand nine hundred and
fifty-six, at the door of the Parochial church of
St. Michel des Forges, shall take place at TEN
O'CLOCK in the forenoon, the FOURTEENTH
day of the month of AUGUST one thousand nine
hundred and fifty-six at the door of the Para-
chial Church of St. Michel des Forges.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, July 12, 1956. 42808-o

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 29**

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:
Tarte vs Dextrader..... 2448

ARRÊTÉS EN CONSEIL:
694-E — Boîtes de carton gaufré, Pro-
vince..... 2441
731-A — Barbiers et coiffeurs, région de
Montréal..... 2441
731-B — Construction, région de Mont-
réal..... 2444
731-C — Employés de garage, ville de
Mégantic..... 2447

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2411

AVIS DIVERS:
Inspiration Mining and Development
Company Limited (Directeurs)..... 2449
La Caisse d'Économie des Employés de
— Crane — Employees Credit Union
(Fondation)..... 2448
La Caisse d'Économie des Employés —
Elmhurst — Employees Credit Union

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 29**

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:
Tarte vs Dextrader..... 2448

ORDERS IN COUNCIL:
694-E — Corrugated paper boxes, Pro-
vince..... 2441
731-A — Barbering and hairdressing,
region of Montreal..... 2441
731-B — Construction, region of Mont-
real..... 2444
731-C — Garage employees, town of
Megantic..... 2447

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2411

MISCELLANEOUS NOTICES:
Inspiration Mining and Development
Company, Limited (Directors)..... 2449
La Caisse d'Économie des Employés de
— Crane — Employees Credit Union
(Foundation)..... 2448
La Caisse d'Économie des Employés —
Elmhurst — Employees Credit Union

(Fondation).....	2448	(Foundation).....	2448
La Caisse d'Économie des Employés de — Meco — Employees Credit Union (Fondation).....	2448	La Caisse d'Économie des Employés de — Meco — Employees Credit Union (Foundation).....	2448
La Caisse d'Économie — St-Jude — Credit Union (Fondation).....	2449	La Caisse d'Économie — St-Jude — Credit Union (Foundation).....	2449
La Caisse d'Économie — Trio — Credit Union (Fondation).....	2448	La Caisse d'Économie — Trio — Credit Union (Foundation).....	2448
La Caisse Populaire de Les Cèdres (Fondation).....	2450	La Caisse Populaire de Les Cèdres (Foundation).....	2450
La Corporation de l'Hôpital St-Ambroi- se de Loretteville (Règlements).....	2449	La Corporation de l'Hôpital St-Ambroi- se de Loretteville (By-laws).....	2449
L'Association des Employés d'Hôtels et de Restaurants Incorporée (Exis- tence terminée).....	2449	L'Association des Employés d'Hôtels et de Restaurants Incorporée (Exis- tence terminated).....	2449
Yates Uranium Mines, Inc. (Agent)....	2450	Yates Uranium Mines Inc. (Agent)....	2450
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Aluma Roll (Canada) Ltd.....	2450	Aluma Roll (Canada) Ltd.....	2450
Atlantic Steel Company Limited.....	2451	Atlantic Steel Company Limited.....	2451
B & H Construction Limited.....	2450	B & H Construction Limited.....	2450
Marcoux Express Limitée.....	2450	Marcoux Express Limitée.....	2450
COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:	
Boreas Mines Limited (Vente d'actions, etc.).....	2451	Boreas Mines Limited (Selling of shares, etc.).....	2451
Leonard Construction Company.....	2451	Leonard Construction Company.....	2451
Ronney Method Water Supplies, Inc....	2452	Ronney Method Water Supplies, Inc....	2452
R. T. Collins Builders, Ltd.....	2452	R. T. Collins Builders, Ltd.....	2452
Safety Industries, Inc.....	2452	Safety Industries, Inc.....	2452
Torbrook Iron Ore Mines Limited.....	2452	Torbrook Iron Ore Mines Limited.....	2452
DEMANDE À LA LÉGISLATURE:		APPLICATION TO LEGISLATURE:	
Paunovic', Milos.....	2453	Paunovic', Milos.....	2453
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTEMENTAL NOTICES:	
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
<i>Municipalité scolaire de:</i>		<i>School Municipality of:</i>	
Jacques-Cartier, cité.....	2453	Jacques-Cartier, city.....	2453
Ste-Julienne de Rawdon.....	2453	Ste-Julienne de Rawdon.....	2453
Val Barette.....	2453	Val Barette.....	2453
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
St-François du Lac, paroisse.....	2453	St-François du Lac, parish.....	2453
St-Laurent, paroisse.....	2453	St-Laurent, parish.....	2453
TRAVAIL:		LABOUR:	
<i>Industrie ou métiers de:</i>		<i>Industry or Trades of:</i>	
Accessoires de mode, Ile de Montréal (Prélèvement).....	2454	Fashion accessories, Island of Montreal (Levy).....	2454
Alimentation en détail de Sherbrooke et région (Prélèvement).....	2455	Retail food trade of Sherbrooke and vicinity (Levy).....	2455
Camionnage du district de Québec (Prélèvement).....	2457	Camionnage du district de Québec (Levy).....	2457
Coiffeurs pour dames, région de Mont- réal (Modification).....	2462	Ladies hairdressing, region of Montreal (Amendment).....	2462
Commerce de détail d'Asbestos (Pré- lèvement).....	2460	Retail trade of Asbestos (Levy).....	2460
Garages, cités de Sherbrooke et Thet- ford-Mines (Modification).....	2463	Garages, cities of Sherbrooke and Thet- ford Mines (Amendment).....	2463
Métallurgie, région de Québec (Pré- lèvement).....	2458	Metal, Quebec district (Levy).....	2458
Photographes, région de Trois-Rivières (Règlements spéciaux).....	2465	Photographers, region of Trois-Rivières (Special By-laws).....	2465
DÉPUTÉS ÉLUS:		MEMBERS ELECTED:	
Divers.....	2466	Miscellaneous.....	2466

EXAMENS DU BARREAU:

Bas St-Laurent: étude 2466

LETTRES PATENTES:

Admiral Fur Co. 2412
 Alkon Realities Inc. 2413
 Alouette Lingerie Shops Inc. 2413
 Arbec Construction & Campbell Brothers & Thompson Ltd. 2413
 Belmar Department Stores Inc. 2414
 Bel-Vadir Realty Inc. 2414
 Bersis Construction Inc. 2414
 Birn's Textile Import Co. Ltd. 2415
 Border Community T.V. Inc. 2415
 Boulangerie Grenier Ltée 2415
 Camille Boutin Inc. 2416
 Carl Bock & Co. Ltd. 2416
 Casa Club Inc. 2416
 Casual Miss Inc. 2416
 Centre d'Achat Forest, Limitée. 2417
 Chester Sales Ltd. 2417
 Chevaliers de Champlain 2417
 Chez France Entreprise Inc. 2418
 Construction Duret Limitée — Duret Construction Limited. 2418
 Consultants (1956) Limited. 2418
 Degmey Investment Inc. 2419
 Domain Gardens Inc. 2419
 Domestic Equipment Ltd. 2419
 Dynamia Inc. 2420
 Eastern Veneer Corporation. 2420
 Eastern Window Hardware Mfg. Inc. 2420
 Edgar Dubreuil Inc. 2421
 Eklove and Starr Inc. 2421
 Faust Télédiffusion Incorporé. 2421
 Gunfred Investments Limited. 2422
 H. I. Hobbs & Sons Limited. 2422
 Igray Limited. 2422
 Industrial Automation Limited. 2423
 International Stainless Steel Cookware Inc. 2423
 Jewel Distributing Corporation. 2423
 Jewel Sales Co. 2424
 J. Lombardi Inc. 2424
 Ke-Mo Investment Inc. 2424
 Laboratoire Auger Inc.— Auger Laboratory Inc. 2425
 La Corporation de L'Hôpital St-Ambroise de Loretteville. 2425
 La Corporation des Habitations Amont — Amont Homes Corporation. 2425
 Lajeunesse Development Corporation. 2426
 La Ligue des Propriétaires de la Ville de Tracy Inc. 2426
 L'Aqueduc de la Falaise Inc. 2426
 Lenrose Corporation. 2427
 Léo Varin Inc. 2427
 Les Carrières "Gatineau" Limitée — Gatineau Quarries Limited. 2427
 Les Clubs Associés de Baie Trinité Inc. — Trinity Bay Associated Clubs. 2428
 Lesmarc Investments Ltd. 2428
 Levana Corp. 2428
 L'Homme Élégant Ltée 2429
 Loranger & Frères Ltée. 2429
 Madame E. R. Noreau Inc. 2429
 Malouf Exploration Company Ltd. 2430
 Martin Kuhl Inc. 2430
 Mayport Foods Ltd. 2430
 Medon Corp. 2431
 Melrose Market Ltd. 2431
 Milano Land Sales Inc. 2431
 Montreal Smoked Meat Products Inc. 2432
 Muffler Sales & Service (Val-Royal) Ltd. 2432
 National Herring Importing Company. 2432
 North American Food Equipment Mfg. Ltd. 2433

BAR EXAMINATIONS:

Lower St. Lawrence: study 2466

LETTERS PATENT:

Admiral Fur Co. 2412
 Alkon Realities Inc. 2413
 Alouette Lingerie Shops Inc. 2413
 Arbec Construction & Campbell Brothers & Thompson Ltd. 2413
 Belmar Department Stores Inc. 2414
 Bel-Vadir Realty Inc. 2414
 Bersis Construction Inc. 2414
 Birn's Textile Import Co. Ltd. 2415
 Border Community T.V. Inc. 2415
 Boulangerie Grenier Ltée 2415
 Camille Boutin Inc. 2416
 Carl Bock & Co. Ltd. 2416
 Casa Club Inc. 2416
 Casual Miss Inc. 2416
 Centre d'Achat Forest, Limitée. 2417
 Chester Sales Ltd. 2417
 Chevaliers de Champlain 2417
 Chez France Entreprise Inc. 2418
 Construction Duret Limitée — Duret Construction Limited. 2418
 Consultants (1956) Limited. 2418
 Degmey Investment Inc. 2419
 Domain Gardens Inc. 2419
 Domestic Equipment Ltd. 2419
 Dynamia Inc. 2420
 Eastern Veneer Corporation. 2420
 Eastern Window Hardware Mfg. Inc. 2420
 Edgar Dubreuil Inc. 2421
 Eklove and Starr Inc. 2421
 Faust Télédiffusion Incorporé. 2421
 Gunfred Investments Limited. 2422
 H. I. Hobbs & Sons Limited. 2422
 Igray Limited. 2422
 Industrial Automation Limited. 2423
 International Stainless Steel Cookware Inc. 2423
 Jewel Distributing Corporation. 2423
 Jewel Sales Co. 2424
 J. Lombardi Inc. 2424
 Ke-Mo Investment Inc. 2424
 Laboratoire Auger Inc.— Auger Laboratory Inc. 2425
 La Corporation de L'Hôpital St-Ambroise de Loretteville. 2425
 La Corporation des Habitations Amont — Amont Homes Corporation. 2425
 Lajeunesse Development Corporation. 2426
 La Ligue des Propriétaires de la Ville de Tracy Inc. 2426
 L'Aqueduc de la Falaise Inc. 2426
 Lenrose Corporation. 2427
 Léo Varin Inc. 2427
 Les Carrières "Gatineau" Limitée — Gatineau Quarries Limited. 2427
 Les Clubs Associés de Baie Trinité Inc. — Trinity Bay Associated Clubs. 2428
 Lesmarc Investments Ltd. 2428
 Levana Corp. 2428
 L'Homme Élégant Ltée 2429
 Loranger & Frères Ltée. 2429
 Madame E. R. Noreau Inc. 2429
 Malouf Exploration Company Ltd. 2430
 Martin Kuhl Inc. 2430
 Mayport Foods Ltd. 2430
 Medon Corp. 2431
 Melrose Market Ltd. 2431
 Milano Land Sales Inc. 2431
 Montreal Smoked Meat Products Inc. 2432
 Muffler Sales & Service (Val-Royal) Ltd. 2432
 National Herring Importing Company. 2432
 North American Food Equipment Mfg. Ltd. 2433

Oakwood Realities Inc.	2433	Oakwood Realities Inc.	2433
Paramount Distributors Ltd.	2433	Paramount Distributors Ltd.	2433
Patricia Ann Fashions Limited.	2434	Patricia Ann Fashions Limited.	2434
Point Realities Inc.	2434	Point Realities Inc.	2434
Pratt Lumber and Building Materials Ltd.	2434	Pratt Lumber and Building Materials Ltd.	2434
Préville Haberdashery Ltd.	2435	Préville Haberdashery Ltd.	2435
Quebec Temperance League Inc.	2435	Quebec Temperance League Inc.	2435
R. Godreau Automobile Ltée.	2435	R. Godreau Automobile Ltée.	2435
Riviera Furniture Ltd.	2436	Riviera Furniture Ltd.	2436
Roger Duval Inc.	2436	Roger Duval Inc.	2436
Samcar Realities Inc.	2436	Samcar Realities Inc.	2436
Sani-Thermo, Inc.	2437	Sani-Thermo, Inc.	2437
Springvale Construction Co. Ltd.	2437	Springvale Construction Co. Ltd.	2437
Taverne Dépelteau Ltée.	2437	Taverne Dépelteau Ltée.	2437
Télévision & Radio Production Inc.	2438	Télévision & Radio Production Inc.	2438
The I. Charles Mendelsohn Co.	2438	The I. Charles Mendelsohn Co.	2438
Town & Country Gardens Inc.	2438	Town & Country Gardens Inc.	2438
Tremis of Canada Limited — Tremis du Canada Limitée.	2439	Tremis of Canada Limited — Tremis du Canada Limitée.	2439
Verreault Navigation Inc.	2439	Verreault Navigation Inc.	2439
Vu-Pak-Packaging Corporation Limited	2439	Vu-Pak-Packaging Corporation Limited	2439
Weir Memorial Park Incorporated.	2440	Weir Memorial Park Incorporated.	2440
Woodland Supplies Ltd — Ltée.	2440	Woodland Supplies Ltd — Ltée.	2440
Zanmar Realty Corp.	2440	Zanmar Realty Corp.	2440
MINISTÈRE DES FINANCES:		DEPARTMENT OF FINANCE:	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Caledonian-American Insurance Com- pany (Annulation)	2467	Caledonian-American Insurance Com- pany (Cancellation)	2467
Regal Insurance Company Limited.	2466	Regal Insurance Company Limited.	2466
ORDRE DE COUR:		RULE OF COURT:	
Légaré <i>et al</i> vs Tremblay.	2467	Légaré <i>et al</i> vs Tremblay.	2467
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Antonio Denault Ltée.	2468	Antonio Denault Ltée.	2468
Louis Canac Marquis Limitée.	2468	Louis Canac Marquis Limitée.	2468
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
La Pesche, comm. scol. prot.	2473	La Pesche, prot. school comm.	2473
Rawdon, village.	2468	Rawdon, village.	2468
Rosemère, paroisse.	2470	Rosemère, parish.	2470
St-Jean-Baptiste-d'Ascot, comm. scol.	2469	St-Jean-Baptiste-d'Ascot, school comm.	2469
St-Vincent-de-Paul, ville.	2471	St-Vincent-de-Paul, town.	2471
VENTE, LOI DE FAILLITE		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Pronovost, Roméo.	2474	Pronovost, Roméo.	2474
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Sansfaçon vs Sansfaçon.	2475	Sansfaçon vs Sansfaçon.	2475
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Pointe-aux-Trembles, ville.	2477	Pointes-aux-Trembles, town.	2477
Saint-Michel, cité.	2476	St. Michel, city.	2476
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ARTHABAŠKA:		ARTHABASKA:	
Côté vs Bolduc.	2478	Côté vs Bolduc.	2478
IBERVILLE:		IBERVILLE:	
Henry Morgan & Co. Ltd vs Bourgeois	2478	Henry Morgan & Co. Ltd vs Bourgeois.	2478
MONTREAL:		MONTREAL:	
La Compagnie Mutuelle d'Immeubles Ltée vs Gagnon <i>et vir</i>	2478	La Compagnie Mutuelle d'Immeubles Ltée vs Gagnon <i>et vir</i>	2478

QUÉBEC:

La Banque d'Économie de Québec vs Tremblay..... 2479

RICHELIEU:

Joyal *et vir* vs Joyal..... 2480

RIMOUSKI:

La Compagnie de Bois de Luceville Ltée vs Gagnon..... 2480

TROIS-RIVIÈRES:

Guillemette vs de Châteauneuf..... 2481

42788-o

QUEBEC:

The Quebec Savings Bank vs Tremblay..... 2479

RICHELIEU:

Joyal *et vir* vs Joyal..... 2480

RIMOUSKI:

La Compagnie de Bois de Luceville Ltée vs Gagnon..... 2480

TROIS-RIVIÈRES:

Guillemette vs de Châteauneuf..... 2481

42788-o

